



UvA-DARE (Digital Academic Repository)

La survivance de Michelet

Historiographie et politique en France depuis 1870

Creyghton, C.M.H.G.

Publication date

2016

Document Version

Other version

License

Other

[Link to publication](#)

Citation for published version (APA):

Creyghton, C. M. H. G. (2016). *La survivance de Michelet: Historiographie et politique en France depuis 1870*.

General rights

It is not permitted to download or to forward/distribute the text or part of it without the consent of the author(s) and/or copyright holder(s), other than for strictly personal, individual use, unless the work is under an open content license (like Creative Commons).

Disclaimer/Complaints regulations

If you believe that digital publication of certain material infringes any of your rights or (privacy) interests, please let the Library know, stating your reasons. In case of a legitimate complaint, the Library will make the material inaccessible and/or remove it from the website. Please Ask the Library: <https://uba.uva.nl/en/contact>, or a letter to: Library of the University of Amsterdam, Secretariat, Singel 425, 1012 WP Amsterdam, The Netherlands. You will be contacted as soon as possible.

6. Le bloc républicain face au nouveau nationalisme

Michelet, enjeu du débat des droites

La commémoration du centenaire de Michelet, bien qu'elle soit en partie une tentative illusoire pour faire taire les contestations nées de l'affaire Dreyfus, démontre la consolidation du régime républicain. La république, dix-huit ans après sa proclamation quelque peu improvisée, est devenue l'objet d'un consensus largement quoique non totalement partagé. Toutefois, ce consensus n'empêche pas qu'un sentiment de profond malaise se diffuse dans la cité. Il se manifeste à l'occasion des vagues de grèves et manifestations de masse et dans le phénomène de ligues, qui fait son apparition pour la première fois en connexion avec l'affaire Dreyfus. Ce sont des formes diverses d'action politique non officielle dont l'existence montre les insuffisances des institutions formelles. Les forces centrifuges, que ces confrontations acharnées déclenchent, et pour lesquelles le critique contemporain Suisse Paul Seippel a inventé le vocable « les deux France », tirent le débat politique vers deux extrémités s'opposant : un socialisme insistant de plus en plus sur sa dimension internationaliste et un nouveau nationalisme de plus en plus exclusiviste.¹ Tandis que le socialisme, avec son leader Jean Jaurès, sera étudié dans le cadre du chapitre suivant, les conséquences de l'essor du nouveau nationalisme pour la survivance de Michelet méritent un chapitre à part.

Si l'affaire Dreyfus libère un discours volontiers antisémite et xénophobe de la nouvelle droite et révèle dans quelle mesure la société en est perméable, il serait superficiel d'affirmer qu'elle en est l'origine. Il faut plutôt voir dans l'essor

¹ Paul SEIPPEL, *Les deux France et leurs origines historiques*, Lausanne et Paris, Payot et Félix Alcan, 1905.

de ce nationalisme virulent l'aspect manifeste et politique d'une transformation profonde de la conscience, dont la France n'a pas le monopole et qui n'est pas, en outre, l'apanage de la seule droite. Cette fin d'un siècle qui a prôné le progrès laisse planer une ombre de malaise et de mélancolie. Face au rationalisme de la science, du régime républicain pour lequel tous les citoyens sont égaux, et enfin face à l'universalisme des droits de l'homme dont se réclament les défenseurs de Dreyfus, certains languissent après un réenchâtement du monde, par l'esthétisme, le spiritisme, le catholicisme, ou l'apparition d'un homme providentiel qui romprait de la chamaillerie quotidienne de la république démocrate.² Le coup de force boulangiste, qui séduit de nombreux radicaux, révèle qu'à gauche aussi une certaine désillusion se fait sentir. Cette élite de la pensée, momentanément enchantée par Boulanger, va donner, par ses réflexions sur la décadence, à la nouvelle droite nationaliste un caractère beaucoup plus intellectuel que le conservatisme antirépublicain d'autrefois.³ Il s'agit, d'ailleurs, d'une droite qui a intensément vécue la modernité, qui parfois se développe dans les cadres républicains et parfois souhaite les briser, mais qui de toute façon ne peut pas construire son programme politique, comme le faisaient les vieux légitimistes ou les bonapartistes, sur le simple désir de continuer un passé révolu. Même le royalisme du début du XX^e siècle est profondément moderne.

Malgré leur diversité considérable, les différentes écoles de cette nouvelle droite ont en commun leur nationalisme franchement particulariste. Elles se dressent ainsi contre le patriotisme républicain, ce nationalisme démocratique de gauche qui avait en France la particularité de se réclamer en même temps d'un universalisme. Sur ce point, la thèse classique de Raoul Girardet que le nationalisme de droite s'impose à côté du nationalisme républicain, qui pendant la plus grande partie du siècle avait rallié surtout l'opposition de gauche, reste valable.⁴ Le nationalisme républicain, ou nationalisme ouvert comme Michel Winock préfère l'appeler, continue cependant à exister et est lui-aussi un nationalisme de plein droit – ce que l'usage du mot « patriotisme » tente parfois

2 Voir notamment : Christophe CHARLE, *Paris fin de siècle. Culture et politique*, Paris, Seuil, 1998 ; Christophe PROCHASSON et Anne RASMUSSEN, *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*, Paris, La Découverte, coll. « L'aventure intellectuelle de la France au XX^e siècle », 1996, p. 11-33 ; et, ancien mais encore fondamental : Henry Stuart HUGHES, *Consciousness and Society: The Reorientation of European Social Thought, 1890-1930*, éd. revue et corrigée, New York, Vintage Books, 1977.

3 Jean-François SIRINELLI (éd.), *Histoire des droites en France. 1. Politique*, Paris, Gallimard, 2006, p. 209. Voir aussi sur les différentes « droites » en France, outre les trois tomes sous la direction de Sirinelli, le livre classique de René Rémond : René RÉMOND, *Les droites en France*, nouv. éd. révisée, Paris, Aubier Montaigne, 1982, à l'origine sous le titre *La droite en France*, 1954.

4 Raoul GIRARDET, « Présentation », in *Ibid.*, *Le nationalisme français 1871-1914*, Paris, Seuil, 1966, p. 7-34. Voir aussi : Michel WINOCK, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, coll. « Points histoire », 1990.

de masquer.⁵ Ceci peut expliquer la facilité avec laquelle le nouveau nationalisme virulent s'impose et combien de références culturelles sont communes aux deux nationalismes, comme par exemple le culte de Jeanne d'Arc comme « sainte patriotique » dont il sera question ci-dessous.

L'essor du nouveau nationalisme et le basculement du climat politique qui l'accompagne a inévitablement eu des conséquences quant à l'appréciation de l'historien canonisé par le régime établi. Réciproquement, les nouveaux agitateurs nationalistes ont tous dû se former une opinion sur Michelet et son legs moral ; leurs choix à cet égard refléchissent souvent leur appréciation du régime existant. Certains d'entre eux continuent de voir en Michelet l'un des historiens nationaux, voire le principal, et en cela un précurseur nationaliste. Lecteurs assidus de Michelet, ils le lisent toutefois autrement que n'avaient fait les opportunistes ou les radicaux avant eux et montrent ainsi comment ces deux lectures avaient été aussi partielles que les leurs. D'autres reconnaissent son importance avec plus de réserve, l'appréciant souvent, à l'instar d'Hippolyte Taine, comme un grand écrivain et auteur du « roman national », mais rejetant en même temps ses méthodes historiques ou ses points de vues politiques. D'autres encore, qui se montrent profondément en rupture avec la république, ne parviennent pas à accorder l'héritage michelétien et leurs doctrines politiques et vont se défaire, plus ou moins explicitement, de son autorité intellectuelle. Ainsi, ces différentes prises de position peuvent se comprendre comme un tâtonnement des possibilités et des limites à la malléabilité de l'héritage michelétien.

Les deux personnages qui articulent le plus clairement les différentes positions des nouveaux nationalistes vis-à-vis de Michelet sont en même temps les deux figures de proue du mouvement : Maurice Barrès et Charles Maurras, le premier profondément républicain-malgré-tout et le second royaliste rigoriste mais absolument hétérodoxe. Arrivés dans le Paris de la république opportuniste pour Barrès de Lorraine et pour Maurras de Provence, les deux futurs nationalistes se croisent dès 1888 dans les cercles littéraires et les locaux de rédaction de la capitale. À cette date, Barrès vient tout juste de commencer sa trilogie romanesque le *Culte du Moi* qui fera de lui « le prince de la jeunesse ». Maurras, marqué par sa surdité, s'était manifesté jusque-là surtout comme thomiste et encenseur du Félibrige. Malgré leurs différences de parcours et leurs désaccords ultérieurs, ils se lient très vite par leur admiration et fascination mutuelles.⁶ Tous les deux ils subissent profondément la crise de la modernité, qu'ils conçoivent comme une crise de la politique, de l'éducation et du vivre ensemble de la cité. Tous les deux, intellectualistes dans l'âme, sont influencés par

5 *Ibid.*, p. 12-13 ; 37-40.

6 Laurent JOLY, *Naissance de l'Action française. Maurice Barrès, Charles Maurras et l'extrême droite nationaliste au tournant du XX^e siècle*, Paris, Grasset, 2015 ; Victor NGUYEN, *Aux origines de l'Action Française. Intelligence et politique vers 1900*, Paris, Fayard, 1991.

les théories raciales de la psychologie et des sciences physiologiques. Maurras et Barrès se retrouvent dans leur antisémitisme, puis leur antidreyfusisme, qui nourrit la formulation de leur pensée nationaliste. Mais le caractère radical et provocateur commun de leur nationalisme ne dissimule guère leurs divergences fondamentales, dont ils sont souvent plus conscients que leurs commentateurs contemporains. Ces divergences — qui s'articulent surtout en visions incompatibles sur le régime politique, mais dont la source se trouve dans des structures de pensée totalement différentes — expliquent aussi leurs différentes positions vis-à-vis de Michelet.

Maurice Barrès et l'enracinement de la nation

Poète de l'égotisme des années 1886-1890, boulangiste dès 1887, accusateur des « intellectuels » dreyfusistes en 1898 et enfin « rossignol des carnages » dans la Grande Guerre, Barrès ne s'est jamais détaché de ses lectures de Michelet de l'époque de son adolescence.⁷ Même s'il parle peu de lui dans son œuvre publiée, Michelet reste présent pour lui. On ne perçoit l'importance de cette présence qu'en lisant ses cahiers personnels posthumes qui contiennent des références fréquentes aux œuvres les plus diverses de l'historien.⁸ En 1923, quelques mois seulement avant sa mort, Barrès met ses *Mémoires* à écrire sous son égide : « Montrer « l'humble commencement ». C'est un mot de Michelet ».⁹

Son initiation à l'œuvre michelétienne date sans doute de ses années de lycée à Nancy, qui coïncident avec les débuts de la Troisième République. Il va cependant très vite se révéler mal à l'aise dans la société de l'ère opportuniste. *Le Culte du Moi*, sa première série de romans, est la profession de foi d'un jeune révolté bohème contre la satisfaction commode de la bourgeoisie libérale.¹⁰ Il y

7 Sur la pensée politique de Barrès, l'œuvre de Zeev Sternhell, même si contestée, reste essentielle : Zeev STERNHELL, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Paris, Éditions Complexe, 1972. Il faut y ajouter David CARROLL, *French Literary Fascism. Nationalism, Anti-Semitism, and the Ideology of Culture*, Princeton, Princeton University Press, 1995, p. 19-41 et Charles Stewart DOTY, *From Cultural Rebellion to Counterrevolution. The Politics of Maurice Barrès*, Athens, Ohio University Press, 1976. Barrès popularisait la qualification injurieuse d'« intellectuel » pour les universitaires et journalistes dreyfusistes. Voir : Pascal ORY et Jean-François SIRINELLI, *Les intellectuels en France. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2004, p. 9. Le surnom « rossignol des carnages » lui est donné par Romain Rolland pour dénoncer sa propagande militariste pendant la Première Guerre mondiale. *Ibid.*, p. 105.

8 Maurice BARRÈS, *L'œuvre de Maurice Barrès. Tome XIII-XX. Cahiers*, Philippe BARRÈS (éd.), Paris, Club de l'honnête homme, 1969.

9 M. BARRÈS, « Cahier 46, mai-décembre 1923 », in *Ibid. L'œuvre de Maurice Barrès. Cahiers...*, *op. cit.*, tome XX, p. 135. Mort le 4 décembre 1923, il n'a plus pu écrire ses *Mémoires*.

10 La trilogie consiste en : Maurice BARRÈS, *Sous l'œil des barbares*, Paris, A. Lemerre, 1888 ; *Ibid.*, *Un homme libre*, Paris, Perrin, 1889 ; *Ibid.*, *Le jardin de Bérénice*, Paris, Perrin, 1891.

fustige l'étroitesse d'esprit, le manque de vrais héros et l'absence d'une éthique exigeante. Contre cette pondération, qu'il qualifie de « barbare », il pose dans *Un homme libre* un perfectionnement de l'individu visant un dépassement exalté de soi-même, tout comme le propose Friedrich Nietzsche, qu'il n'avait pourtant pas encore lu à cette époque.¹¹ À partir de l'apparition sur la scène politique du général Boulanger, en qui Barrès croit reconnaître le grand homme qui manque à la France, l'abandon égotiste de la société du *Culte du Moi* cède la place à un engagement social critique qui débouche sur un culte du collectif.¹² Quelques années plus tard, son cosmopolitisme anti-chauviniste va se changer en une pensée de la nation, qui est le destin en quoi l'individu se dépasse.

Entre le jeune rebelle et le nationaliste mature, il y a contiguïté dans la conviction que le programme éducatif de la Troisième République ne suffit pas pour donner un sens du commun à la société moderne désorientée. D'un côté, le républicanisme du consensus par recouplement officiel est trop vide ; de l'autre, il s'accompagne de trop de fausses promesses de mobilité sociale. Barrès en fait le point dans *Les déracinés*, roman qui contient les rudiments d'un programme national, mais qui a en même temps des traits socialistes frappants et qui est le premier tome de la trilogie romanesque qu'il intitule de façon révélatrice *Le roman de l'énergie nationale*.¹³ De caractère largement autobiographique, cette trilogie revisite les années de l'instauration de la Troisième République, l'essor du boulangisme et les premières années de Barrès comme député. En même temps, le processus d'écriture, qui s'étend de 1896 à 1902, s'accompagne de la formulation de son nationalisme « de la maturité », à travers l'expérience bouleversante de l'affaire Dreyfus qui, plus encore que le revanchisme contre l'Allemagne de ce Lorrain de naissance, a formé son nationalisme.¹⁴ Pendant tout ce cheminement intellectuel, Barrès ne lâche pas Michelet. Ce sera néanmoins un tout autre Michelet que celui qui est canonisé par le régime, moins bien-pensant et surtout plus nationaliste : « Nous ne leur laissons pas Michelet.

11 Z. STERNHELL, *Maurice Barrès et le nationalisme français...*, *op. cit.*, p. 46.

12 Cette évolution a été étudiée dans : *Ibid.* Sternhell montre en particulier à quel point l'égotisme de Barrès et son nationalisme se fondent sur les mêmes principes.

13 La trilogie consiste en : Maurice BARRÈS, *Les déracinés*, Paris, E. Fasquelle, 1897 ; *Ibid.*, *L'appel au soldat*, Paris, E. Fasquelle, 1900 ; *Ibid.*, *Leurs figures*, Paris, F. Juven, 1902. L'édition des *Déracinés* utilisée ici est : Maurice BARRÈS, *Les déracinés*, Jean-Michel WITTMANN et Emmanuel GODO (éd.), Paris, H. Champion, coll. « Textes de littérature moderne et contemporaine », n° 73, 2004.

14 Z. STERNHELL, *Maurice Barrès et le nationalisme français...*, *op. cit.* Sternhell saute cependant sur le fait que *Les déracinés*, premier roman de la trilogie, paraît avant que n'éclate véritablement l'affaire Dreyfus. Voir : Jean-Michel WITTMANN et Emmanuel GODO, « Introduction », in : M. BARRÈS, *Les déracinés...*, *op. cit.*, p. 16. La désignation « le Barrès de la maturité » est de Pierre Milza qui, autrement que Sternhell, discerne trois nationalismes barrésiens : Pierre MILZA, « Présentation » in Maurice BARRÈS, *Les diverses familles spirituelles de la France*, Paris, Imprimerie nationale, coll. « Acteurs de l'histoire », 1997, p. 19.

Nous l'avons traversé ; nous continuons à vivre. Nous l'emportons avec nous. Il est un instant de notre passé et demeure une portion de notre vie. Mais il y a la conscience nationale ». ¹⁵

Les déracinés peut compter comme le roman le plus « michelétien » de Barrès. C'est le récit de sept jeunes Lorrains qui, inspirés par leur professeur de philosophie d'un républicanisme rigoriste, arrivent de la province à Paris où ils perdent tous repères, de la vie et de la morale. Les remarques de Barrès sur « le désert parisien » qui semblent aller à l'encontre des éloges micheléliens de la ville ne doivent pas tromper ici : ce que Barrès dénonce n'est pas le Paris où Michelet était « né, comme une herbe sans soleil entre deux pavés », mais le Paris où sont jetés « comme Robinson dans son île » les errants du pays entier. ¹⁶ Roman à thèse, *Les déracinés* repose sur une opposition fondamentale entre le rationalisme, associé au centralisme et à une vie basée sur des principes théoriques, et la sensibilité, associée à l'instinct et à la fidélité des origines. Source de morale, la sensibilité a été anéantie par la modernisation aliénante, faisant qu'un professeur de lycée, en train de faire une carrière qui le mènera vers le centre du pouvoir culturel et politique, peut donner exactement les mêmes cours à Nice, Brest et Nancy. ¹⁷ C'est au fond le même diagnostic que celui du *Peuple*, où Michelet dénonçait le « machinisme » de la société moderne et y opposait la libération de l'instinct et l'affranchissement par l'amour de la nature et de la patrie. Bien que le délaissement des jeunes n'ait fait que s'aggraver depuis l'époque des cours de Michelet au Collège de France, Barrès propose en fait le même remède. Car ce qui manque selon lui au « prolétariat de bacheliers », qui « vaguent dans le Quartier latin et dans ce bazar intellectuel, sans fil directeur », c'est précisément un Michelet, un vrai éducateur, un guide moral. ¹⁸ Ainsi Barrès l'écrit-il expressément dans l'un de ses cahiers, peu après la publication des *Déracinés* : « Le lycée les jette à Paris, première absurdité. Et qu'est-ce que ce Paris des étudiants ? Néant. Notre vie n'a pas un principe. [...] Il faut un système de l'âme, voici la Bible ; une morale, voici le Code Napoléon ; une esthétique, voici Michelet ». ¹⁹

Contre une éducation qui déracine, Barrès propose une éducation qui affermisser les racines, qui rende les jeunes conscients de leur destinée dans la cité nationale en leur révélant leurs origines. Avant d'inculquer à l'enfant des

15 M. BARRÈS, « Cahier 5, 1^{er} sept 1898 - 1^{er} oct 1899 », in *Ibid.*, *L'œuvre de Maurice Barrès. Cahiers...*, op. cit., tome XIII, p. 249.

16 Jules MICHELET, *Le peuple*, Paul VIALLANEIX (éd.), Paris, Flammarion, 1992, p. 68 ; M. BARRÈS, *Les déracinés...*, op. cit., J.-M. WITTMANN et E. GODO (éd.), p. 178.

17 *Ibid.*, p. 87.

18 *Ibid.*, p. 172 et 178.

19 M. BARRÈS, « Cahier 3, mai 1897 - février 1898 », in *Ibid.*, *L'œuvre de Maurice Barrès. Cahiers...*, op. cit., tome XIII, p. 168.

connaissances scientifiques, l'éducation doit fonder une morale, ce qu'elle fait, selon Barrès, en l'enracinant dans le monde, la famille, la région et la nation. D'où le titre du court texte dans lequel il expose l'essentiel de sa philosophie politique, *La terre et les morts. Sur quelles réalités fonder la conscience française.*²⁰ Il s'agit d'une conférence pour la Ligue de la patrie française, organisation antitreyfusarde et antisémite qui devait servir de contrepoids à la Ligue des droits de l'homme et dont Barrès était l'un des initiateurs.²¹ Programmée le 10 mars 1899, la conférence n'a finalement jamais été prononcée en raison de désaccords sur la ligne à suivre au sein de la ligue. À partir du même constat qu'il fait dans *Les déracinés* Barrès prône aux Français la nécessité d'une « unité morale ».²² Et s'il admet qu'« il n'y a point de race française mais un peuple français, une nation française, c'est-à-dire une collectivité de formation politique », il cherche néanmoins à édifier cette « unité morale » sur les deux éléments qu'il donne en titre : « La terre nous donne une discipline, et nous sommes les prolongements des ancêtres. Voilà sur quelle réalité nous devons nous fonder. [...] Nous sommes le produit d'une collectivité qui parle en nous ».²³

En remontant le temps, on retrouve dans *La terre et les morts* l'écho de Michelet, notamment du *Peuple* et de la *Bible de l'humanité*. L'idée, que la nation française n'est pas une race unie par la nature, mais un peuple qui s'est constitué autour d'expériences historiques communes sur un territoire labouré ensemble, est calquée sur les œuvres de Michelet et d'Ernest Renan. Mais regardant en avant dans le temps, on lit aussi autre chose où le titre, proche du « sang et sol » des nationalistes allemands des années 1920, attire l'attention. Car, bien que Barrès nie concevoir la nation française comme une race, son inspiration, tirée autant des racisme et antisémitisme du neuropsychologue Jules Soury que de Michelet, et les implications de son texte sont bel et bien racistes.²⁴ Dans la typologie de Winock, selon laquelle un nouveau nationalisme « fermé » s'impose à côté du nationalisme républicain « ouvert », le nationalisme de Barrès se ferme donc par rapport à celui de Michelet en 1846, même s'il emploie en partie les mêmes mots.²⁵ Le fait, que les formulations de Barrès et de Michelet diffèrent peu, est important, car il montre la polysémie du langage michelétien.

20 Maurice BARRÈS, *La terre et les morts. Sur quelles réalités fonder la conscience française*, Paris, Bureaux de « La Patrie française », 1899.

21 Jean-Pierre RIOUX, *Nationalisme et conservatisme. La Ligue de la patrie française, 1899-1904*, Paris, Éditions Beauchesne, coll. « Religions, société, politique », n° 3, 1977, p. 36-38.

22 M. BARRÈS, *La terre et les morts...*, *op. cit.*, p. 6.

23 *Ibid.*, p. 7 et 20.

24 Sternhell considère Soury comme le maître à penser de Barrès. Z. STERNHELL, *Maurice Barrès et le nationalisme français...*, *op. cit.*, p. 254.

25 M. WINOCK, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France...*, *op. cit.*, p. 37-40.

Que la France ne soit pas une race mais un peuple est au fond pour Barrès un défaut qui a rendu le pays plus vulnérable aux chocs de la modernisation que ses voisins. Plus que l'Allemagne ou l'Angleterre, la France est émiettée et aliénée, ce qui explique son histoire politique très troublée au XIX^e siècle. Il lui faudra par conséquent plus de temps pour retrouver son « unité morale ». C'est pourquoi Zeev Sternhell a vu dans la pensée de Barrès le prodrome du fascisme, qui, quoiqu'il n'apparaisse guère sous ce vocable en France, est pour lui d'origine française. Dans son empressement à pointer les dangers du nationalisme des intellectuels de droite – longtemps sous-estimés, il est vrai, dans une France qui n'a que sur le tard commencé à reconnaître les pages noires de la période 1940-1944 – Sternhell arrive à des raisonnements anhistoriques par leur finalisme.²⁶ Le débat virulent et parfois malhonnête de sa thèse n'empêche cependant pas que sa caractérisation de « révolutionnaire » appliquée à la nouvelle droite de la fin du siècle, en opposition avec la vieille droite conservatrice, s'est révélée fructueuse et que ses analyses de l'œuvre de Barrès, où il montre avec perspicacité ses prémisses organicistes voire racistes, sont précieuses. Son identification des éléments « préfascistes » de l'œuvre barrésienne, qui ont servi par la suite à la droite la plus extrême, est généralement considérée comme convaincante.²⁷

Il faut encore créditer Sternhell d'avoir remarqué le caractère profondément historien de la pensée barrésienne.²⁸ Barrès se tient strictement à ce qu'il considère être la réalité – c'est-à-dire la situation historique du pays –, qu'il peut déplorer, vis-à-vis de laquelle il se pose en critique, mais qu'il ne veut pas fuir pour quelque vision politique mensongère. Il refuse par conséquent de considérer comme options politiques les « voies hypothétiques où la France aurait dû

26 Le livre le plus récent qui fait le point sur la position de la plupart des historiens français dans le débat est : Serge BERSTEIN, Michel WINOCK et Jean-Noël JEANNENEY (éd.), *Fascisme français ? La controverse*, Paris, CNRS éditions, 2014. Il faut y ajouter : Michel DOBRY (éd.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, qui sans adopter dans leur radicalité les thèses de Sternhell lui est cependant beaucoup plus favorable. La polémique concerne surtout Zeev STERNHELL, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983. Par contre, Z. STERNHELL, *Maurice Barrès et le nationalisme français...*, *op. cit.* et, dans une moindre mesure, Zeev STERNHELL, *La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978, sont plus largement acceptés.

27 Voir en outre le recueil sur la discussion de Berstein, Winock et Jeanneney et les références bibliographiques qu'ils donnent : Pierre MILZA, *Fascisme français. Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987. Dans la nouvelle édition de son livre, René Rémond lui-même, fondateur de l'historiographie de la droite en France, reconnaît d'ailleurs l'originalité des nouveaux mouvements de droite des années 1930, quoiqu'il préfère les appeler « contestataires » plutôt que « révolutionnaires » : R. RÉMOND, *Les droites en France...*, *op. cit.*, p. 200-205.

28 Surtout dans la nouvelle préface qu'il a ajouté à la réédition de 2000 de son œuvre sur Barrès : Zeev STERNHELL, « Préface de la nouvelle édition. De l'historicisme au nationalisme de la Terre et des Morts », in *Ibid.*, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, nouv. éd. augmentée, Paris, Fayard, 2000, p. 11-35.

passer ».²⁹ On ne peut nier le fait de la Révolution, ni l'ère napoléonienne, ni les régimes du XIX^e siècle ni la défaite contre la Prusse. Toutes ces expériences ont, bon gré mal gré, agi sur le pays et formé la nation jusqu'à ce qu'elle est actuellement devenue. Pour Barrès, la pensée politique doit partir de là, de l'historicité de la situation, pour pouvoir la critiquer ou changer : « Je sais que je ne peux pas faire un bond et être le fils de ceux de qui je suis l'arrière-petit-fils. Cela je le vérifie surtout dans l'ordre littéraire où l'on veut vainement que j'efface Michelet, Hugo, Chateaubriand. [...] On fait avec force et justesse la critique de notre société, mais on peut critiquer toute société, et c'est avec la nôtre qu'il faut nous accommoder ».³⁰ Sur ce point, il se sépare de Maurras qui lui, conçoit la cité idéale à partir d'un ordre préétabli qu'il trouve dans la jonction des principes de la nation et du roi. Barrès renvoie en effet dos-à-dos le royalisme maurrasien et le socialisme comme des constructions théoriques anhistoriques. Il se résigne par contre au régime postrévolutionnaire, malgré son aversion pour la démocratie, et dit même « aimer » la république, mais une république « armée, glorieuse, organisée », qu'il va servir de 1889 à 1893 et de 1906 jusqu'à sa mort en 1923 comme député.³¹

Cette pensée historienne explique aussi l'équivoque des *Déracinés*. En effet, loin d'être un roman simplement critique du rationalisme centralisateur, il contient aussi un discours progressiste.³² Barrès sait trop bien qu'on ne peut plus annuler la modernisation et qu'il faut chercher le remède à ses maux dans le cadre de la société moderne elle-même. On ne peut plus purement et simplement recréer les petits pays de jadis repliés sur eux-mêmes. Ainsi, il en résulte un appel à poursuivre la modernisation et la centralisation afin de surmonter l'émiettement de la société dont le travail destructeur des révolutions politiques et industrielles est responsable, et de doter le pays d'une nouvelle orientation. Cela est certes un discours anti-libéral, mais nullement anti-républicain. Au contraire, Barrès trahit ce qu'il doit à Michelet et au républicanisme radical quand il met précisément son espoir dans l'éducation de la jeunesse et le développement d'une identité citoyenne par le truchement des célébrations publiques. Dans *Les déracinés*, l'enterrement de Victor Hugo sert de levier à une réconciliation précaire mais prometteuse. « C'est le génie de notre race qui se refoule en elle-même », s'exclame l'un des personnages du roman en regardant le cortège qui s'avance lentement de l'Arc de Triomphe au Panthéon : « après

29 M. BARRÈS, *La terre et les morts...*, *op. cit.*, p. 12.

30 M. BARRÈS, « Cahier 12, 3 novembre 1904 – 6 janvier 1905 », in *Ibid.*, *L'œuvre de Maurice Barrès. Cahiers...*, *op. cit.*, tome XIV, p. 209-210.

31 *Ibid.*, p. 208.

32 Claire BOMPAIRE-ÈVESQUE, « Paris, centre de la vie politique dans *Le roman de l'énergie nationale* de Maurice Barrès », *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, 42-1, 1990, p. 63-75.

qu'il s'est répandu dans le monde, il revient à son centre ; il va s'ajouter à la masse qui constitue notre tradition ». ³³ Ce centre, c'est malgré tout le Paris maudit, la ville désertique dont Barrès veut croire, à l'instar du *Tableau de la France* de Michelet, qu'elle pourrait créer la synthèse des identités régionales justement parce qu'elle-même n'en a pas. ³⁴ Ce sont donc « les écoles de la Montagne [Sainte-Geneviève] [...] [qui] ont toujours sauvé la France, en lui donnant un principe d'action. Ici, la jeunesse hérite de la tradition nationale et, en même temps, s'initie à l'état actuel de la vérité dans le monde, aux efforts actuels de tous les peuples vers plus de civilisation ». ³⁵ Dans un récit qui revêt du reste un nationalisme particulariste, Barrès laisse ici même une certaine place à l'universalisme.

Cette équivoque fondamentale permet à Barrès de déplacer l'accent de sa pensée politique nationaliste quand la situation historique le nécessite. Grâce au caractère historique de sa pensée, le nationalisme de Barrès ne se fige pas dans une idéologie immuable qui ne sait répondre aux défis du temps. C'est aussi en quoi sa pensée est si déconcertante : des idées tout à fait préfascistes y apparaissent sous l'aspect d'un nationalisme républicain plus séduisant et très répandu. Mais cela lui permet en même temps de revenir en arrière pendant la Première Guerre mondiale. Si au cours des premières années de la guerre ses contributions quotidiennes à *L'Écho de Paris* témoignent d'un nationalisme de combat tout à fait dans la prolongation de celui des années postérieures à l'affaire Dreyfus, *Les diverses familles spirituelles de la France* de 1917 fait preuve d'un nationalisme moins étroit et plus fusionnel. ³⁶ Il va concevoir à ce moment-là l'Union sacrée non comme une trêve politique occasionnelle, mais comme l'essence de la nation française. Revenant sur l'idée de Michelet que les Français sont un peuple et non une race biologique, il conçoit désormais, et en fait à nouveau, la nation comme une fusion de courants d'opinion ou de « familles spirituelles », où même les juifs, qu'il considérait avant la guerre comme une race par essence non-intégrable, peuvent avoir leur place après un processus d'assimilation de quelques générations.

Il n'a donc jamais lâché totalement Michelet, et c'est la troisième implication de l'historicité de la pensée barrésienne. Tandis que Maurras ne pourra pas concilier l'héritage de l'historien avec son royalisme, Barrès, en apparence si proche de lui, reste attaché à ses lectures de jeunesse : « Leurs injures à Michelet, à Hugo me séparent de mes amis secrètement. J'ai horreur de l'ingratitude.

33 M. BARRÈS, *Les déracinés....*, *op. cit.*, J.-M. WITTMANN et E. GODO (éd.), p. 451.

34 Jules MICHELET, « Tableau de la France », in *Ibid.*, *Œuvres complètes*, 4, Paul VIALLANEIX et Robert CASANOVA (éd.), Paris, Flammarion, 1974, p. 380.

35 M. BARRÈS, *Les déracinés....*, *op. cit.*, J.-M. WITTMANN et E. GODO (éd.), p. 450.

36 M. BARRÈS, *Les diverses familles spirituelles de la France....*, *op. cit.*

Comment rendre à Michelet le plaisir, l'enthousiasme, l'anoblissement de quoi je lui suis redevable ? Si je les insultais, j'insulterais ma jeunesse, des parts importantes de moi-même ». ³⁷ En plus de la nostalgie, cette fidélité à Michelet ressort des fondements de sa pensée. Or malgré quelques ressemblances avec le discours républicain-radical, le Michelet de Barrès « de maturité », c'est-à-dire de *La terre et les morts*, est autre que celui que la république célébrait en 1898. Il est aussi différent du Michelet-exemple-moral de Gabriel Monod. En effet, Barrès montre comment le discours du républicain de 1848 peut être tiré vers l'extrême droite afin qu'il serve à ses fins xénophobes, antisémitiques et antilibérales.

Le nationalisme intégral et les limites de la malléabilité de Michelet

Le mouvement de droite qui, au début du XX^e siècle, attire le plus l'attention par son radicalisme, son attitude implacable et ses manifestations tumultueuses est certainement l'Action française. Contrairement à Barrès, les intellectuels de l'Action française rejettent le régime républicain, et avec lui l'héritage intellectuel de Michelet. Leur royalisme et leur idéologie hiérarchique s'avèrent impossibles à concilier avec le républicanisme démocrate de l'historien. Le cas de l'Action française montre alors les limites de la malléabilité de l'héritage michelétien. Toutefois, en dépit des critiques parfois véhémentes de certains auteurs du mouvement du « nationalisme intégral », leur attitude peut être remarquablement ambiguë et leur rejet n'est pas toujours total, comme s'ils voulaient eux-mêmes tester les possibilités extrêmes de la malléabilité de Michelet. Cela est le cas en particulier de Maurras, qui convertit le mouvement au royalisme et en devient l'apôtre le plus zélé.

En effet, le royalisme de Maurras ne dominait pas l'Action française à ces débuts dans le contexte de l'affaire Dreyfus. Sous le titre de *Revue d'action française*, Henri Vaugois et Maurice Pujo lancent en 1899 une nouvelle revue nationaliste et antisémite autour de laquelle ils espèrent former un groupe de pensée. ³⁸ Énième cénacle que le mécontentement de la situation politique ras-

37 M. BARRÈS, « Cahier 9, 17 avril 1903 – 10 janvier 1904 », in : *Ibid.*, *L'œuvre de Maurice Barrès. Cahiers...*, op. cit., tome XIV, p. 96.

38 De la littérature abondante sur l'Action française, il faut surtout retenir : François HUGUENIN, *L'Action française. Une histoire intellectuelle*, éd. revue et augmentée, Paris, Perrin, coll. « Collection Tempus », 2011, remarquablement perspicace pour un auteur qui est « de l'école » ; Brian JENKINS, « L'Action française à l'ère du fascisme : une perspective contextuelle », in Michel DOBRY (éd.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme...*, op. cit., p. 107-154 ; L. JOLY, *Naissance de l'Action française...*, op. cit. ; V. NGUYEN, *Aux origines de l'Action Française...*, op. cit., sans doute basé sur d'amples recherches mais malheureusement dépourvu d'indications bibliogra-

semble, peu ne laisse présager à ce moment l'essor qu'il prendra dans quelques années. Fin 1900, Maurras s'impose comme chef de file. Dès 1896, il pense que le royalisme est la seule planche de salut face au manque d'ordre et de hiérarchie dont, selon lui, la société française souffre. Selon Maurras, la Révolution et la décapitation du centre naturel de la nation avaient déclenché des forces centrifuges destructives auxquelles seule une restauration monarchique pourrait faire face. Maurras conçoit cependant cette restauration monarchique comme une fonction du nationalisme, qui prévaut dans sa pensée. Pour lui, la nation est l'ultime principe d'organisation politique, mais elle a besoin d'un roi pour la structurer. En cela, son royalisme est incontestablement moderne et différent de celui des vieux partis légitimistes et orléanistes.³⁹ Dès 1901, Maurras réussit à rallier la plupart de ses frères d'armes à la cause monarchique, ce qui fait de l'Action française un mouvement quasiment isolé dans le paysage du nationalisme français. En 1905, la faction autour de la petite revue à couverture grise se dote d'une organisation plus solide sous forme d'une ligue politique et d'un institut d'études et en 1908 elle réussit à faire de sa revue un quotidien. En même temps, la division étudiante, opérant sous le nom de « Les camelots du roi », envahit le quartier latin. Ainsi, l'Action française devient dans les années précédant la Première Guerre mondiale le mouvement nationaliste le plus no-

toire.

Le nationalisme monarchique de l'Action française est loin d'être une philosophie politique stricto sensu. Il faut plutôt le considérer comme l'aboutissement ou la clé de voûte d'une conception totale de la cité et de la vie nationale. Dans son étude un peu datée mais encore importante du mouvement, Eugen Weber a montré à quel point cette conception de la cité dépend à son tour d'une doctrine esthétique. Il va même jusqu'à poser que le nationalisme de Maurras est au fond plus littéraire et artistique que politique.⁴⁰ En effet, peu de penseurs politiques ont voué autant d'énergie à la critique esthétique que n'ont fait les intellectuels de l'Action française au sujet du romantisme littéraire et artistique, désapprouvé par eux comme un assujettissement de la pensée au domaine physique des passions.⁴¹ En outre, suivant un raisonnement déjà ancien,

phiques ; Eugen WEBER, *L'Action Française. Royalism and Reaction in Twentieth Century France*, Stanford, Stanford University Press, 1962.

39 F. HUGUENIN, *L'Action française...*, *op. cit.*, p. 586 ; B. JENKINS, « L'Action française à l'ère du fascisme »..., *op. cit.*, p. 128-129.

40 E. WEBER, *L'Action Française. Royalism and Reaction in Twentieth Century France...*, *op. cit.*, p. 9.

41 Par exemple, les deux textes classiques de Maurras sur le sujet, dont l'un a été réédité non sans raison dans un volume d'« Essais politiques » : Charles MAURRAS, *Prologue d'un essai sur la critique*, Paris, La porte étroite, 1932, originellement 1896 ; Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution*, Paris, Nouvelle librairie nationale, coll. « Les écrivains de la Renaissance franç-

ils le qualifient d'allemand, donc étranger à l'esprit français.⁴² C'est en cela que la doctrine nationaliste de Maurras et de ses camarades est « intégrale » : elle pose que le style littéraire, le régime politique et l'organisation de la cité doivent tous être l'expression de l'esprit français caractérisé par le classicisme et l'ordre. Il n'empêche que toute cette aspiration à un nouvel ordre et à une régénération de la société par l'art est en soi profondément romantique. Cette idée d'une révolution par l'art, qui forme le noyau commun des mouvements avant-gardistes dans l'art et la politique de la période 1890-1930, trouve en effet son origine dans la philosophie du premier romantisme allemand, contemporain de la Révolution française.⁴³ Dans leur critique du romantisme en tant que style littéraire et artistique, les intellectuels de l'Action française avouent indirectement qu'ils restent au fond tributaires du romantisme en tant que tradition de pensée ou fonds d'idées. À cet égard, l'interprétation de Weber ne touche pas véritablement à l'essentiel : l'Action française n'est pas avant tout littéraire ou avant tout politique. Sa spécificité se trouve précisément dans le fait qu'elle conçoit comme inséparables les deux domaines et qu'elle en conclut à la nécessité d'un roi, plus comme idée pure d'ailleurs que comme programme politique concret.⁴⁴ La critique littéraire doit son sérieux au fait qu'elle vise immédiatement le politique et que, vice versa, la réforme de la cité peut seulement commencer par une réforme du style.

Par conséquent, les condamnations directes de Michelet par des membres de l'Action française se retrouvent le plus souvent dans des ouvrages de critique littéraire, où pourtant l'enjeu politique est toujours perceptible. C'est d'abord le cas de Pierre Lasserre qui dans le texte fondamental *Le romantisme français* dédie un chapitre entier à Michelet, où il analyse de façon assez détaillée les textes de l'historien, se rapprochant parfois de la méthode qu'on retrouvera plus tard chez Roland Barthes pour déduire du choix de mots les obsessions de l'auteur.⁴⁵ Tout comme Charles-Victor Langlois l'année auparavant, Lasserre refuse à Mi-

aise. L'Œuvre de Charles Maurras », n° 3, 1922, repris dans : Charles MAURRAS, *Œuvres capitales. 2. Essais politiques*, Paris, Flammarion, 1954, p. 26-59.

⁴² Le *locus classicus* de cette interprétation est bien sûr : Madame Germaine DE STAËL, *De l'Allemagne*, Paris et Londres, H. Nicolle et J. Murray, 1813.

⁴³ Sur l'aspiration romantique à une « révolution esthétique », une révolution de la vie par l'art : Frederick C. BEISER, *The Romantic Imperative. The Concept of Early German Romanticism*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2003, p. 19 ; Arnold HEUMAKERS, *De esthetische revolutie. Hoe Verlichting en Romantiek de Kunst uitvonden*, Amsterdam, Boom, 2015, p. 247-259.

⁴⁴ L. JOLY, *Naissance de l'Action française...*, *op. cit.*, p. 174. Plus en général sur les relations entre la droite révolutionnaire et l'avant-garde artistique : Mark ANTLIFF, *Avant-garde Fascism. The Mobilization of Myth, Art, and Culture in France, 1909-1939*, Durham, Duke University Press, 2007.

⁴⁵ Pierre LASSERRE, *Le romantisme français. Essai sur la révolution dans les sentiments et dans les idées au XIX^e siècle*, Paris, 1907.

chelet le titre d'historien ; l'argumentation est quelque peu comparable mais les intentions sont totalement différentes.⁴⁶ Pour Lasserre aussi, Michelet est trop peu méthodique et se laisse entraîner trop facilement par sa fantaisie. Mais c'est moins à la science historique que cela nuit — elle laisse Lasserre plutôt indifférent — qu'à la cité dans son entièreté : « Cette confusion du songe avec la réalité dans la représentation du passé dispose à une confusion pareille dans les idées que l'on peut se faire sur le présent. Un rhéteur sentimental et pittoresque qui accoutume ses lecteurs à des notions tout imaginatives et fantastiques, je ne dis pas sans vérité, mais sans substance, sur les régimes de la France d'autrefois, les prépare à adopter sans malaise à l'égard de la France de demain les vœux impossibles d'un chimérique idéalisme. *L'Histoire* de Michelet, vision, fait des visionnaires. Elle est la propédeutique du fanatisme ».⁴⁷ Des idées similaires se retrouvent dans l'ouvrage célèbre par lequel Léon Daudet condamne tout le « stupide XIX^e siècle ».⁴⁸ Au niveau littéraire, ce siècle se résume selon lui par « l'aberration romantique », dont Michelet est avec Hugo et Chateaubriand le représentant principal. Il lui oppose Bossuet, considéré comme l'historien classique exemplaire pour son *Discours sur l'histoire universelle*. Le véritable enjeu n'est, encore une fois, pas le style ou la méthode, mais les conséquences politiques des textes : « Hugo et Michelet prétendaient faire le bonheur de l'humanité, à l'aide de méthodes intellectuelles (par renversement du sens commun) dont il est démontré aujourd'hui qu'elles mettent le feu à l'univers [...] et qu'elles conduisent les individus, comme les peuples, à l'abêtissement, au malheur et au suicide ».⁴⁹ Pour ces deux auteurs, loin d'être un grand « historien national », Michelet est l'un des coupables de la crise de la nation française.

Maurras, chef intransigeant du mouvement, est cependant plus ambivalent quant à Michelet. Avec une libelle intitulée *Trois idées politiques*, dans laquelle il combat en termes acerbes les deux romantiques Michelet et Chateaubriand et l'adoration que respectivement les républicains et les conservateurs ont pour eux, il gagne en notoriété pour la première fois en dehors du cercle clos du lectorat de la vieille *Gazette de France* monarchique.⁵⁰ Mais il n'a pas toujours été si sévère pour Michelet : en 1891, il publiait un compte rendu de *Rome*, recueil d'observations de Michelet sur la ville éternelle et composé par Athénaïs

46 Voir le chapitre 4.

47 P. LASSERRE, *Le romantisme français...*, *op. cit.*, p. 377-378.

48 Léon DAUDET, *Le stupide XIX^e siècle. Exposé des insanités meurtrières qui se sont abattues sur la France depuis 130 ans, 1789-1919*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1922.

49 *Ibid.*, p. 1225.

50 Charles MAURRAS, *Trois idées politiques. Chateaubriand, Michelet, Sainte-Beuve*, Paris, 1898, repris dans : *Ibid.*, *Œuvres Capitales. 2. Essais politiques...*, *op. cit.*, p. 63-97.

Michelet.⁵¹ À cette date, Maurras n'est qu'un jeune critique littéraire, contribuant régulièrement au quotidien de tendance libérale et catholique *L'Observateur français*, et nullement encore le protagoniste du journalisme royaliste qu'il deviendra quelques années plus tard. Il avait fait la connaissance de Barrès et du poète provençal Frédéric Mistral deux ans auparavant et participait régulièrement aux réunions de la Société des félibres de Paris, mais ses idées littéraires et politiques devaient encore se cristalliser. Son jugement sur l'œuvre de Michelet dans l'article de 1891 se trouve tout à fait dans le sillage de celui du Taine des années 1850. Le texte révèle que Maurras a dû lire plus d'ouvrages de Michelet que le seul opuscule qui en a fourni l'occasion. Il le considère plus comme écrivain qu'historien, ce qui lui permet de passer sous silence ses positions politiques qu'il ne peut approuver. Il suggère ensuite que si Michelet avait vécu assez longtemps pour voir sur quoi l'instauration du régime républicain a débouché, il aurait possiblement renoncé à ses opinions démocrates. Mais surtout, bien plus que Taine, il fait l'éloge du style de Michelet, c'est-à-dire du romantisme qu'il maudira quelques années plus tard : « Au fond de ses colères, parmi ses partis pris, ses illusions et ses visions, il demeure pour tous essentiellement sympathique. On l'aime parce qu'il sut aimer, même aux moments qu'il haïssait, parce que jamais, en rien, il ne fut un indifférent ».⁵² Maurras n'hésite même pas à qualifier *Rome* de « beau livre », l'*Histoire de France* de « la plus belle, sinon la plus juste des œuvres de ce genre » et Michelet de « grand homme ». Ne faut-il pas tout simplement considérer cette évaluation, si différente de ses diatribes contre le romantisme de quelques années plus tard, comme une erreur de jeunesse, signe que le jugement indépendant et le style personnel manquent encore ? La réponse est, en partie, positive. Mais quand on relit sa réprobation ultérieure de Michelet avec cet éloge en tête, on commence à voir des nuances significatives.

Trois idées politiques réunit trois textes sur Chateaubriand, Michelet et Sainte-Beuve, écrits d'abord pour *La Gazette de France* en 1898, au milieu de l'affaire Dreyfus, juste avant la création de l'Action française et quand Maurras professe depuis deux ans le royalisme. L'occasion en est la double célébration du centenaire de Michelet par les républicains et du cinquantenaire de la mort de Chateaubriand par les conservateurs anti-républicains. Dans le troisième texte, Maurras présente Sainte-Beuve comme le vrai clairvoyant du siècle, digne d'être commémoré par la nation entière, indépendamment des préférences politiques particulières. C'est pourquoi Maurras maintient que son livre « ne traite pas de Chateaubriand, de Michelet, ni de Sainte-Beuve », car il y critique plus l'appro-

51 Charles MAURRAS, « La Rome de Michelet », *L'Observateur français*, 20 avril 1891 ; Jules MICHELET et Athénaïs MICHELET, *Rome*, Paris, Flammarion, 1891.

52 C. MAURRAS, « La Rome de Michelet »..., *op. cit.*

priation politique que l'on a fait de leurs œuvres que les écrivains eux-mêmes. Malgré le ton réprobateur, il veut mettre Michelet à l'abri, pas particulièrement de ses diatribes mais des chantres officiels de l'historien, qui au fond l'ont mal compris. Ce qui lui permet d'écrire à la fois que Michelet « fit de la pensée avec son cœur », « [c]omme il eût labouré avec la pointe d'un couteau ou taillé des sabots au moyen d'une bêche » ou qu'« [o]n a de la peine à penser que cet annaliste d'une France décapitée, ce philosophe d'une humanité sans cerveau, représente l'essence de l'esprit national, ou même de l'esprit de l'État », et, avec une réminiscence de son article de 1891, que ce « très grand écrivain français » avait du « génie ». ⁵³ Même s'il prend la forme d'une critique de style, le rejet semble donc né d'abord de considérations politiques. Maurras ne partage plus les idées pour lesquelles le régime célèbre Michelet et partant il ne peut plus apprécier son œuvre dont l'ordre, qu'il exige désormais dans l'écriture comme dans la vie, manque. Ce n'est donc nullement par hasard que ce commentaire, qui, à première lecture, passe pour littéraire, ait comme titre « idées politiques ». Après ce texte de 1898, Maurras n'écrit plus rien de direct sur l'historien romantique. ⁵⁴ Cependant, il ne lui réglera définitivement son compte que quelques années plus tard, quand il proclamera un nouvel « historien national ».

La bagarre de Fustel

Dans les premières semaines de mars 1905, les attaques de l'Action française contre le romantisme et l'historiographie républicaine culminent en une véritable bagarre. L'occasion en est le soixante-quinzième anniversaire de Numa Denis Fustel de Coulanges, mort en 1889 et « kidnappé » de façon posthume par les nationalistes intégraux à la recherche d'un ancêtre idéologique. ⁵⁵ La commémoration organisée par un comité dominé par des sympathisants de l'Action française sert de prétexte pour recruter l'historien, qui de son vivant préférait la solitude de son cabinet de travail à la mêlée de l'espace public, et susciter de l'agitation. Bien que cette bagarre, qui n'a duré que quelques semaines et n'a que rarement fait la une des journaux, n'ait certainement pas eu l'envergure de l'affaire Dreyfus, Maurras veut y voir un véritable contrepoids à celle-ci. De la même façon que l'affaire Dreyfus avait mené les radicaux à la victoire électorale, Maurras considère la bagarre de Fustel comme l'événement-fondateur

⁵³ C. MAURRAS, *Trois idées politiques...*, *op. cit.*, p. 71-74.

⁵⁴ Il publie cependant encore une fois le texte sur Michelet des *Trois idées politiques* comme : Charles MAURRAS, « Michelet », *L'Action française*, 9 avril 1912.

⁵⁵ L'expression « kidnapping » est de Stephen WILSON, « Fustel de Coulanges and the Action française », *Journal of the History of Ideas*, 34-1, 1973, p. 124.

de l'Action française et, par là, de l'ère de la nouvelle politique de l'ordre.⁵⁶ Quoiqu'exagérée, cette assertion n'est pas totalement infondée, car l'année 1905 marque en effet le passage de l'Action française d'un groupuscule insignifiant en marge du spectre politique à un mouvement dont il faut tenir compte.⁵⁷ Sur le plan du contenu, cependant, l'interprétation de Fustel devant justifier son appropriation par les nationalistes intégraux avait été formulé par Maurras bien avant cette date.⁵⁸

Maurras avait découvert Fustel de Coulanges juste après la mort de l'historien en 1889 et longtemps avant qu'il ne se convertisse au royalisme. Dans deux articles consécutifs de *La Gazette de France* en janvier 1902, il oppose Fustel aux historiens républicains et romantiques ayant subi, selon lui, l'influence scientifique allemande.⁵⁹ Ainsi, Maurras le recrute après sa mort pour lutter contre le romantisme et le « germanisme » ce qui pour lui revient au même. Stephen Wilson et François Hartog ont observé que la lecture que fait Maurras de Fustel est néanmoins très partielle : la représentation qu'il se fait de lui comme « historien national » dépend presque entièrement d'un article de 1872 où Fustel critique la science historique allemande et la façon dont elle est imitée en France au dépens de la tradition française d'érudition désintéressée et impartiale.⁶⁰ Grâce à son anti-germanisme et son plaidoyer pour la cultivation de l'esprit critique à la française, ce texte deviendra un des « classiques » de l'Action française. L'historien qui avait placé tout son travail sous le signe de la stricte objectivité se trouve ainsi honoré pour l'un des rares écrits où il ne pouvait éviter de se montrer quelque peu partisan.

L'œuvre de Fustel devient une doctrine pour l'Action française, en dépit de l'opposition contre toute doctrine préconçue en histoire de l'intéressé lui-

56 D'où le fait que Maurras revient encore sur cette bagarre jusqu'en 1928 : Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas. Chronique d'une renaissance 1895-1905*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1916 ; Charles MAURRAS, *La bagarre de Fustel. Ou les débuts de la Ligue d'Action française*, Paris, Librairie de France, coll. « Les cahiers d'occident », 1928.

57 E. WEBER, *L'Action Française. Royalism and Reaction in Twentieth Century France...*, *op. cit.*, p. 26-39.

58 François HARTOG, *Le XIX^e siècle et l'histoire. Le cas Fustel de Coulanges*, Paris, Seuil, coll. « Points. Histoire », 2001, p. 171-175.

59 Charles MAURRAS, « Le suicide d'une nation. Sur une page de Fustel », *La Gazette de France*, 19 janvier 1902 ; *Ibid.*, « La renaissance d'une nation. Sur une autre page de Fustel », *La Gazette de France*, 23 janvier 1902. Ces deux articles sont repris dans : *Ibid.*, *Quand les Français ne s'aimaient pas. Chronique d'une renaissance 1895-1905...*, *op. cit.*, p. 49-68.

60 Publiée à l'origine comme : Numa Denis FUSTEL DE COULANGES, « De la manière d'écrire l'histoire en France et en Allemagne depuis cinquante ans », *Revue des deux mondes*, 42, n° 101, septembre 1872, p. 241-251, repris dans : F. HARTOG, *Le XIX^e siècle et l'histoire...*, *op. cit.*, p. 405-417. Voir en outre : *Ibid.*, p. 171-174 ; S. WILSON, « Fustel de Coulanges and the Action française »..., *op. cit.*

même.⁶¹ C'est pourquoi la plupart des élèves de l'historien, dont l'antiquisant Camille Jullian qui achevait ses œuvres et son biographe Paul Guiraud, décident de protester et de ne pas participer à la commémoration de 1905, qu'ils qualifient d'« une tentative [...] pour exploiter ce grand nom au profit d'une coterie politique ».⁶² La réponse de Maurras est simple : tous ceux qui n'honorent pas dignement la mémoire de Fustel en admettant les « particularités spécifiquement nationales » de son œuvre, n'ont pas le droit de se prétendre ses véritables élèves.⁶³ D'ailleurs, Maurras n'a pas besoin d'eux car il a l'approbation implicite de l'écrivain Frédéric Amouretti, son maître à penser qui avait rendu visite au vieux professeur peu avant sa mort et en avait publié le témoignage dans la *Revue d'Action française*.⁶⁴ Par ailleurs, Fustel, n'avait-il pas déclaré à Amouretti ne pas avoir de vrais élèves ?⁶⁵ La lecture de ce témoignage lors de la commémoration en 1905 insiste sur l'importance que les intellectuels de l'Action française attachaient à ce document qui légitimait leur revendication de Fustel. Dans cette logique de filiation intellectuelle, selon laquelle Amouretti est le fils de Fustel et Maurras celui d'Amouretti, l'Action française serait l'héritière légitime du legs fustelien. En dernier lieu, il s'agit toutefois pour Maurras non pas de réclamer Fustel pour l'Action française, mais de le propulser historien national, « le premier nationaliste de l'histoire de France », outrageusement méprisé voire négligé par une discipline historique complice des forces hostiles à la nation.⁶⁶

L'élévation de Fustel au rang d'historien national crée inévitablement une opposition, quoique restée inarticulée, entre lui et Michelet. D'où l'importance que l'Action française prête à l'organisation de la célébration de son anniversaire. Tout comme la commémoration de 1898 avait définitivement canonisé Michelet en tant qu'historien de la république, celle de 1905 doit immortaliser Fustel à son tour comme historien de la vraie tradition nationale. C'est pourquoi, le Panthéon et la reconnaissance officielle étant hors d'atteinte, on tente d'obtenir le soutien du plus grand nombre possible de membres de l'Académie française, symbole non pas de la nation post-révolutionnaire, mais de la grandeur littéraire de la France. Les académiciens Émile Gebhart et Paul Bourget sont priés de prendre la présidence et la présidence d'honneur du comité, avec l'appui de leurs confrères Jules Lemaître, Paul Thureau-Dangin et Gaston Boissier, et plu-

61 *Ibid.*, p. 125.

62 « Le 75^e anniversaire de Fustel de Coulanges », *Le Temps*, 20 mars 1905.

63 C. MAURRAS, *La bagarre de Fustel. Ou les débuts de la Ligue d'Action française...*, *op. cit.*, p. 41.

64 Frédéric AMOURETTI, « Fustel de Coulanges », *Revue de l'Action française*, tome III, 1^{er} novembre 1900, p. 733-741.

65 *Ibid.*, p. 737.

66 C. MAURRAS, « Le suicide d'une nation. Sur une page de Fustel »..., *op. cit.*

sieurs membres de l'Institut.⁶⁷ Mais quand les journaux commencent à dénoncer la « manifestation nationaliste et monarchiste tentée sur le dos de Fustel de Coulanges », Boissier et Gebhart sont les premiers à annoncer leur démission.⁶⁸ Puis, lorsque la veuve de Fustel de Coulanges retire, dans une lettre au *Temps*, son approbation, plusieurs autres membres du comité suivent leur exemple.⁶⁹

Le 18 mars, jour de la cérémonie, qui se tient dans la salle de la Société de géographie, il ne reste qu'un comité réduit. Bourget maintient son soutien, tout en démissionnant de la présidence d'honneur. Il ne prend même pas la peine de faire le voyage depuis le Midi et envoie son allocution par écrit. Auguste Longnon, professeur au Collège de France et suppléant de Gebhart à la présidence, prend brièvement la parole. Le premier conférencier, Gabriel Ledos, s'étant retiré, le discours le plus substantiel de la soirée est celui de Louis Dimier et porte sur « Fustel, maître de la pensée française ». Cet historien et contributeur régulier à la *Revue d'Action française* paraît aussi avoir été l'organisateur principal de la célébration ; de toute façon, c'est lui qui gère la communication avec les journaux qui protestent contre la composition du comité.⁷⁰ Pour éviter l'escalade, il répond à chacun que la commémoration est « d'ordre privé, partant libre » et qu'il ne désire pas s'opposer à l'initiative d'une commémoration concurrentielle.⁷¹ Or c'est compter sans Maurras qui, lui, dans *La Gazette de France* déclare : « C'est une fête nationale. Ni plus ni moins », jouant ainsi avec la double connotation de « nationale » qui peut signifier aussi bien « de la nation entière » que « nationaliste ».⁷² Après Michelet, Fustel est donc, selon les mots de Maurras, le deuxième historien à être honoré d'une « fête nationale ».

Maurras ne parvient pourtant jamais à opposer directement Fustel et Michelet. En revanche, il s'en prend avec une violence extrême au principal gardien de la mémoire de ce dernier, Gabriel Monod.⁷³ Ses attaques sont d'abord

67 Une liste de membres du comité se trouve dans : « Le 75^e anniversaire de Fustel de Coulanges », *Le Temps*, 15 mars 1905.

68 Jean ERNEST-CHARLES, « Un cadavre », *Gil Blas*, 7 mars 1905 (d'où vient la citation) ; Jean JAURÈS, « Falsification », *L'Humanité*, 13 mars 1905 ; Armand ALBERT-PETIT, « Fustel de Coulanges », *Journal des débats*, 14 mars 1905. Démissions de Boissier et de Gebhart annoncées dans « Le 75^e anniversaire de Fustel de Coulanges », *Le Temps*, 15 mars 1905.

69 « Correspondance », *Le Temps*, 18 mars 1905.

70 Le texte est publié avec toutes les contributions à la commémoration, dans la *Revue de l'Action française* : Louis DIMIER, « Fustel de Coulanges maître de la pensée française », *Revue de l'Action française*, 7, tome XVIII, 1^{er} avril 1905, p. 31-62.

71 « Correspondance », *Le Journal des débats*, 15 mars 1905. Avec une lettre de même portée, il réagit à Jaurès dans *L'Humanité* du 16 mars 1905.

72 Repris dans : C. MAURRAS, *La bagarre de Fustel. Ou les débuts de la Ligue d'Action française...*, op. cit., p. 48. Maurras utilise fréquemment les mots « national » et « nationaliste » comme des synonymes.

73 Laurent JOLY, « Gabriel Monod et « l'État Monod ». Une campagne nationaliste de Charles Maurras (1897-1931) », *Revue historique*, n° 664, 2012, p. 838. Maurras commence ses

politiques et personnelles ; selon Laurent Joly, les injures auraient initialement été une réaction à la nomination de Monod, dont Maurras jugeait « nuls » les écrits, à l'Académie des sciences morales et politiques.⁷⁴ Si ses ouvrages, selon Maurras, ne justifient pas sa position au sommet du monde académique, la source du pouvoir de Monod et de son « tribu » doit être cherchée ailleurs.⁷⁵ Maurras élabore l'idée du « tribu Monod », née comme argument de circonstance, en une théorie de plein droit sur « quatre États confédérés » qui mettent en péril la nation française. De ces « États » – les francs-maçons, les protestants, les juifs, les « métèques » –, « l'État Monod », protestant et étranger, serait le modèle à petite échelle.⁷⁶

Cette fameuse théorie doit être comprise par rapport au royalisme de Maurras, qu'il développe dans ces mêmes années.⁷⁷ Selon Maurras, la Révolution qui a aboli l'aristocratie, et la république qui a instauré le libéralisme, ont affaibli la France en donnant l'occasion à ces « États », forts par leur cohérence, de se saisir du pouvoir. C'est en effet la version monarchiste de la peur d'une bonne partie de l'élite intellectuelle de la Belle Époque que la France ne soit en proie à la décadence qui l'affaiblirait face à l'Allemagne toujours menaçante, décadence dont le symptôme principal serait une crise de la population.⁷⁸ D'où l'obsession de Maurras quant au nombre de membres de la famille Monod et leur infiltration dans la nation française : « Les Monod sont trois ou quatre cents aujourd'hui, et si plusieurs d'entre eux répondent au nom de Stappfer, de Good ou de Coninck, il en est qui s'appellent Bonnet ou Dupont comme

attaques par deux articles intitulés « La politique des Monod » dans *La Gazette de France* du 27 juin et 3 juillet 1897. Après la première intervention de Monod en faveur de Dreyfus, il reprend ses charges dans deux articles des 11 et 15 novembre, aussi dans *La Gazette de France*. Il continue dans la *Revue d'Action française* avec une dizaine d'articles en 1899-1900 consistant en des fragments d'un livre-pamphlet sur le sujet qu'il prépare longuement mais qu'il décide finalement de ne pas publier. Jusqu'aux années 1930, Maurras revient à plusieurs reprises sur ses attaques contre les Monod dans *L'Action française*, pour republier en 1931 une grande partie de ses articles de 1899-1900 dans Charles MAURRAS, *Au signe de Flore. Souvenirs de vie politique, l'affaire Dreyfus, la fondation de l'Action française, 1898-1900*, Paris, Les Œuvres représentatives, coll. « Collection Hier », 1931.

74 L. JOLY, « Gabriel Monod et « l'État Monod ». Une campagne nationaliste de Charles Maurras (1897-1931) »..., *op. cit.*, p. 839. Pour le jugement de Maurras : Charles MAURRAS, « La politique des Monod », *La Gazette de France*, 27 juin 1897.

75 Charles MAURRAS, « La politique des Monod 2 », *La Gazette de France*, 3 juillet 1897.

76 Charles MAURRAS, « L'État Monod & les États confédérés. Ou le vrai souverain de la France », *La Gazette de France*, 24 avril 1902 ; *Ibid.*, « L'État Monod & les États confédérés 2 », *La Gazette de France*, 25 avril 1902.

77 Pour cette interprétation : L. JOLY, « Gabriel Monod et « l'État Monod ». Une campagne nationaliste de Charles Maurras (1897-1931) »..., *op. cit.*

78 L'étude classique sur le sujet est : Robert A. NYE, *Crime, Madness, and Politics in Modern France. The Medical Concept of National Decline*, Princeton, Princeton University Press, 1984. Pour la crise de la population, voir surtout les pages 132-144.

vous ou moi ».⁷⁹ La république individualiste livre la France aux forces unies de l'étranger, et seul le retour à la monarchie et la restauration de l'aristocratie, en bref, le renforcement de l'ordre français, pourraient remédier à cette situation. Par conséquent, les protestants et les personnes aux antécédents étrangers, comme les Monod, sont au yeux de Maurras des « ennemis objectifs » concept de Hannah Arendt particulièrement révélateur ici de la France, déterminés par leur nature à miner la nation.⁸⁰ Les interventions de Monod dans l'affaire Dreyfus, qui débute quelques mois après les premières attaques de Maurras, ne font que confirmer les soupçons déjà existants de Maurras de cette inimitié judéo-protestante contre la France.

À partir de 1905, pourtant, quand Maurras se forme une idée de plus en plus claire de Fustel de Coulanges comme historien national, il va cibler son bouc émissaire pour ses positions historiographiques. Pour cela, il trouve facilement des arguments dans la guerre de plume professionnelle déjà bien acerbée entre Fustel et Monod en 1886.⁸¹ Leur débat avait été en effet une confrontation de deux approches méthodologiques, celle « analytique » de Fustel, la seule vraie française pour Maurras, et celle « comparative » de Monod, apprise en Allemagne qui les avaient menés à des interprétations contraires de l'origine de la féodalité, où Monod voyait un élément germanique important que Fustel niait. Le débat professionnel avait donc en même temps le caractère d'un affrontement national. Pour Maurras, qui en 1902 n'a qu'à le revivre et durcir un peu ses positions, ce débat confirme son idée que Monod serait une « sentinelle de l'Allemagne dans l'Université » qui chercherait à saper la nation française par son historiographie.⁸² Ceci expliquerait l'oubli dans lequel est tombé Fustel, selon Maurras : « [Sa] philosophie était nationale : nous la négligeons. Celle des rivaux de Fustel, les Monod, les Seignobos, est antinationale, et nous la cultivons, et nous la pensionnons, et nous la prébendons ». ⁸³ Sa haine personnelle envers Monod, le monarchisme politique et la revendication d'une histoire nationale qui pourrait se substituer à celle que la république promue par l'enseignement se retrouvent chez l'idéologue nationaliste dans ses écrits sur Fustel de Coulanges. Prisonnier de ses théories complotistes, il ne peut tirer d'autre conclusion que Monod, maître de l'histoire républicaine, doit aussi être l'instigateur du boycott de la commémoration de Fustel par les professionnels

79 C. MAURRAS, *La bagarre de Fustel. Ou les débuts de la Ligue d'Action française...*, *op. cit.*, p. 67.

80 Hannah ARENDT, *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, traduit par Pierre BOURETZ, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2002, p. 762.

81 Voir le chapitre 4.

82 *Ibid.*, p. 71.

83 C. MAURRAS, « La renaissance d'une nation. Sur une autre page de Fustel »..., *op. cit.*

de l'histoire.⁸⁴ Et si Monod défend Dreyfus, Maurras se fera le champion de Fustel, en contrepoids à l'affaire. Pour Maurras, l'engagement en faveur de Dreyfus équivaut à l'histoire républicaine qui équivaut à la méthode « allemande » avec ses thèses « antinationales » sur l'histoire de France.

En attaquant les positions historiographiques de Monod, Maurras va également toucher celles de Michelet et lui substituer Fustel de Coulanges comme historien national. Comme François Hartog le remarque avec pertinence, il y avait déjà de l'anti-Michelet dans l'œuvre de Fustel.⁸⁵ Puis, si l'histoire méthodique de Monod est discréditée comme étant « allemande », celle, romantique, de Michelet doit l'être également. Dans un article sur Fustel publié initialement en 1905, Maurras lui oppose explicitement les historiens romantiques, qui par manque de rigueur scientifique n'ont pas assumé l'ambition d'éclaircir le passé français : « La raison de Fustel correspondit au type classique de la raison française, et la manière de penser qu'on peut appeler romantique n'a pas eu d'ennemi plus implacable et plus vigilant que Fustel. Enfin, les explications et les interprétations historiques que nous propose Fustel de Coulanges ne sont pas seulement les chefs-d'œuvre de la raison et du savoir : ce sont les seules qui permettent aux Français de comprendre quelque chose aux origines de leur histoire ; l'Histoire de Fustel est la seule Histoire de France qui ne soit pas de guerre civile et qui n'autorise pas les luttes de classe entre les Français ».⁸⁶ Historien romantique le plus éminent, c'est sans doute aussi Michelet que l'on montre du doigt dans ce passage, comme en effet tous les historiens qui voient en l'histoire française une lutte d'affranchissement. Maurras évite pourtant de le nommer expressément, utilisant comme bouc émissaire Augustin Thierry. Faut-il y voir un souvenir ancien de son admiration pour le « génie » de Michelet ?

Ce qui est en jeu dans la bagarre de Fustel n'est pas directement lié à la réputation de Michelet, mais pose la question de savoir qui doit être commémoré comme « historien national » et qui détient le pouvoir de décision là-dessus. Or, dans la tentative de réécrire l'histoire nationale et de redéfinir le canon des historiens, on ne peut éviter de se heurter à Michelet, champion de l'histoire nationale et républicaine. C'est pour cette raison que l'on peut interpréter la bagarre de Fustel, en plus d'un coup d'éclat de l'Action française pour se légitimer intellectuellement, comme une mise en pratique du programme intellectuel et politique compris dans *Trois idées politiques*. En proposant Fustel comme nouvel historien national, Maurras veut sauver la nation qu'il juge menacée par sa propre élite intellectuelle et politique. Cela signifie aussi renoncer à Michelet,

84 C. MAURRAS, *La bagarre de Fustel. Ou les débuts de la Ligue d'Action française...*, *op. cit.*, p. 65-68.

85 F. HARTOG, *Le XIX^e siècle et l'histoire...*, *op. cit.*, p. 8.

86 C. MAURRAS, *La bagarre de Fustel. Ou les débuts de la Ligue d'Action française...*, *op. cit.*, p. 10-11.

son romantisme et républicanisme ne pouvant pas être inclus dans le cadre du royalisme et classicisme de Maurras. Il tient encore à ces idées en 1928, année dans laquelle il décide de republier tous les textes qu'il avait écrits lors de la lutte de 1905. Cette même année, quelques-uns de ses proches et sympathisants établissent un « Cercle Fustel de Coulanges », association ayant pour but de lutter contre l'école publique et laïque, de rénover l'enseignement dans un sens nationaliste et corporatiste et de coordonner les tentatives de construire une nouvelle histoire nationale canonique. La question de l'enseignement et de la vulgarisation historique nationaliste est examinée ci-dessous comme une étude de cas qui permet de montrer une position intermédiaire entre l'endossement ou le rejet de Michelet : celle qui consiste à condamner sa méthode et sa tendance politique sans écarter totalement son héritage. Ensuite, une deuxième étude de cas sera l'usage qu'on a fait du récit michelétien dans l'élaboration du culte de Jeanne d'Arc.

Une contre-histoire nationale et catholique

Dans une cité républicaine où l'école est considérée comme l'une des institutions majeures, voire l'institution majeure, d'enculturation civique, l'éveil des critiques nationalistes anti-républicaines et catholiques ne pouvait manquer d'entraîner un vif débat sur les présupposés idéologiques de l'enseignement public. Déjà en 1888, en réaction à la publication de la liste annuelle de livres de prix arrêtée par le conseil municipal de Paris, le père jésuite Joseph Burnichon s'en prend, dans les *Études religieuses* publiées par son ordre, à « la haine de la religion et l'enthousiasme pour les institutions républicaines » prônés dans les livres proposés.⁸⁷ Sa critique est vite reprise par E.-J. Courmaux, pamphlétaire catholique d'ailleurs inconnu, qui fait le point sur les livres des « écoles sans Dieu ». Ces auteurs dénoncent, en particulier, la surreprésentation des ouvrages de Michelet sur la liste municipale.⁸⁸ Or cela n'empêche pas Courmaux de reconnaître lucidement que, s'il fustige l'influence de Michelet dans l'école publique, c'est qu'il partage en fait sa foi en l'éducation comme fondement de la cité. Il n'hésite pas non plus à citer l'historien sur un ton approuvateur : « J. Michelet a dit : « que la première partie de la politique était de l'éducation ; la seconde l'éducation ; la troisième encore l'éducation » ». ⁸⁹ Cette foi absolue

87 Joseph BURNICHON, « Les livres de prix dans les écoles publiques de la Ville de Paris », *Études religieuses*, août 1888, p. 617. Pour ces listes de livres de prix de la municipalité parisienne, voir aussi le chapitre 3.

88 *Ibid.*, 614 ; E.-J. COURMAUX, *Les écoles sans Dieu et les écoles chrétiennes. Leurs livres classiques et leurs livres de prix*, Lyon, Vitte et Perrussel, 1889, p. 30.

89 *Ibid.*, p. 42.

en le pouvoir de l'école explique pourquoi elle sert de terrain de combat privilégié aux confrontations houleuses entre les partisans et les adversaires de la république et de la laïcité. Surtout dans les premières années du nouveau siècle, quand la question de la séparation de l'Église et de l'État va dominer l'ordre du jour politique, l'école est un champ de bataille idéologique.⁹⁰ Une marée de brochures contre la laïcité de l'école républicaine prônant parfois un véritable programme de contre-éducation, déferle.

L'affaire Dreyfus et la victoire radicale aux élections qui suivent, exacerbent l'éternel débat sur les relations des églises et de l'État. Depuis le début de la Troisième République, l'abrogation du Concordat est demandée, notamment dans le milieu libre penseur et maçonnique. Se méfiant d'un clergé indépendant et par là incontrôlable, les opportunistes n'avaient pas osé exécuter la séparation formelle, même si plusieurs lois comme celle sur la laïcité de l'enseignement public ou la liberté des funérailles effectuent déjà des « séparations partielles ». ⁹¹ Au début du nouveau siècle, les tensions montantes entre les catholiques conservateurs d'un côté et les anticléricaux et membres de minorités religieuses de l'autre poussent à trancher définitivement la question. Avec l'arrivée d'Émile Combes à la présidence du Conseil des ministres s'ouvre une période de préparation parlementaire accompagnée d'une grande campagne de propagande séparatiste.⁹² La Ligue des Droits de l'homme organise des conférences sur le sujet dans les universités populaires, les feuilles libres penseurs mènent une campagne de presse soutenu et une certaine Société de Libre-pensée au Mans lance un concours sur les meilleurs moyens de convertir la cité et le gouvernement à l'idée de la séparation — le premier prix est un exemplaire de l'*Histoire de France* de Michelet.⁹³ Un pas décisif vers la loi de la séparation des églises et de l'État est prise en 1904, quand les congrégations sont définitivement chassées de l'école, l'école privée incluse. Une nouvelle lutte sur l'âme de l'enfant, une reprise plus incisive de la lutte que les lois de Ferry avaient oc-

90 — Sur la séparation des églises et de l'État : Jean BAUBÉROT, *Laïcité 1905-2005, entre passion et raison*, Paris, Seuil, 2004 ; Jacqueline LALOUETTE, *La séparation des églises et de l'État. Genèse et développement d'une idée, 1789-1905*, Paris, Seuil, 2005 ; Jean Marie MAYEUR, *La séparation des églises et de l'État*, Paris, Éditions Ouvrières, 1991. Une étude détaillée sur la question de la laïcisation de l'école, mais d'un parti pris ecclésial se trouve chez : André LANFREY, *Sécularisation, séparation et guerre scolaire. Les catholiques français et l'école, 1901-1914*, Paris, Éditions du Cerf, 2003. Pierre CHEVALLIER, *La séparation de l'Église et de l'école. Jules Ferry et Léon XIII*, Paris, Fayard, 1981 traite de la période antérieure à la loi de 1905. Il considère la séparation de l'enseignement public et l'Église comme accompli avec les lois de Ferry.

91 — J. LALOUETTE, *La séparation des églises et de l'État...*, *op. cit.*, p. 321.

92 — Jérôme GRÉVY, *Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! Une guerre de religion en France*, Paris, Armand Colin, coll. « Les enjeux de l'histoire », 2005, p. 155-182.

93 — J. LALOUETTE, *La séparation des églises et de l'État...*, *op. cit.*, p. 396.

casionnée, est déclenchée.⁹⁴ Elle atteint son point culminant quand les évêques décident à la rentrée de l'année 1909 de faire directement appel aux parents d'élèves catholiques.

Dans une « Lettre pastorale des cardinaux, archevêques et évêques de France sur les droits et les devoirs des parents relativement à l'école », ceux-ci incitent les fidèles à interroger les instituteurs de leurs enfants sur le contenu idéologique de leur enseignement et des manuels scolaires utilisés. Une liste de manuels d'histoire et d'éducation civique jugés anti-cléricaux et, par conséquent, condamnables, y figure en annexe. Ainsi sont frappés d'interdiction épiscopale, entre autres, le manuel d'Alphonse Aulard, historien de tendance politique radicale, et celui très répandu de Gauthier et Deschamps.⁹⁵ La lettre pastorale inspire des prêtres et des publicistes catholiques à produire un flot de pamphlets, de lettres aux paroissiens et d'articles de journal, car « [i]l fallait montrer le danger aux parents. Il fallait donner la vérité aux enfants, le contre-poison ».⁹⁶ Pour des auteurs venant des milieux de l'Action française, comme Léon de Montesquiou-Fézensac qui contribue au débat par son livre *L'Antipatriotisme et la République*, c'est l'occasion d'argumenter que tout régime républicain trahit par son essence même la patrie française et catholique, de sorte que la lutte à propos de l'école n'est qu'une des conséquences pratiques d'une incompatibilité idéologique profonde.⁹⁷ La plupart des pamphléaires refusent cependant d'aller si loin : l'argumentaire repris le plus souvent revient à dire que la république, qui prêche la liberté de pensée, impose en réalité une morale anti-religieuse dans l'enseignement de l'histoire. Les lois sur la laïcité de 1904 et 1905 trahiraient ainsi l'esprit des textes mêmes de Jules Ferry. Les protestations contre la laïcité de l'école passent donc par une invocation de sa neutralité.

D'où l'appel de divers auteurs à l'impartialité et l'objectivité – les deux vertus cardinales de la science historique – et leur ambition à écrire une contre-histoire. Dans ce qui est sans doute l'une des contributions les plus approfondies

94 Christian AMALVI, « Les guerres des manuels autour de l'école primaire en France (1899-1914) », *Revue historique*, n° 262, 1979, p. 359-398 ; Christian AMALVI, « Les représentations du passé national dans la littérature de vulgarisation catholique et laïque (1870-1914) », in Stéphane MICHAUD, Jean-Yves MOLLIER et Nicole SAVY (éd.), *Usages de l'image au XIX^e siècle*, Paris, Éditions Créaphis, 1992, p. 63-75 ; Mona OZOUF, *L'école, l'Église et la République, 1874-1914*, 2^e éd., Paris, Éditions Cana, coll. « L'Histoire à la une », 1982, p. 177-194 et 214-217.

95 Lettre du 14 sept 1909, publiée entre autres dans : Georges VALOIS et François RENIÉ, *Les manuels scolaires. Études sur la religion des primaires*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1911, p. 397-407.

96 L'abbé A. GILBERT, *Étude sur l'école moderne. L'histoire d'Aulard et Debidour en face la vérité*, Sedan, O. Prin, 1910, p. 3.

97 Léon de MONTESQUIOU-FÉZENSAC, *L'antipatriotisme et la république. Les manuels scolaires*, Paris, Bureaux de l'Action française, 1910.

au débat, l'écrivain à la fois maurrassien, syndicaliste et futur fondateur du mouvement Faisceau Georges Valois et son coauteur François Renié rejettent l'interprétation téléologique de l'histoire nationale selon laquelle elle serait un mouvement séculaire et implacable d'affranchissement, culminant dans la Révolution.⁹⁸ Ils identifient Michelet comme un des auteurs principaux de cette représentation canonique, sur laquelle est calqué le récit de tous les manuels d'histoire condamnés. À plusieurs reprises, Valois et Renié condamnent l'usage de textes ou d'idées de Michelet dans les manuels : « Mais c'est quand on aborde le XIX^e siècle que le choix de nos fabricants de manuels atteint les dernières limites de l'arbitraire et de la fantaisie, pour ne pas dire de la niaiserie et de l'imbécilité. Hugo, Quinet, Michelet, et d'une manière plus générale les auteurs contemporains, occupent dans [le livre de Primaire] « la place d'honneur ». [...] [Selon lui, en honorant] Michelet, « la France républicaine honore un de ses plus grands génies et un de ses plus vaillants fondateurs » ». ⁹⁹ Dans le sillage de Valois et Renié, plusieurs intervenants s'en prennent à l'inspiration micheletienne des manuels républicains et anti-cléricaux. Ainsi, François Labeuche, l'évêque de Belley, prévient les « pères et mères de famille » de son diocèse que « Michelet, l'auteur favori des faiseurs de manuels scolaires, est le plus violent des pamphlétaires et des calomniateurs ». ¹⁰⁰ D'autres auteurs sont plus rapides dans leur verdict et condamnent Michelet tout simplement et à tort d'être un auteur protestant. ¹⁰¹

Une toute autre objection, historiographique celle-ci, vient de l'historien de l'Église et professeur à l'Université de Besançon, Jean Guiraud, qui remarque en bon historien scientifique que l'œuvre de Michelet est dépassée par soixante-quinze ans de recherche historique produite depuis : « Michelet, Henri Martin, Lacretelle et Quinet sont aussi démodés que les crinolines que portaient leurs contemporaines ou les perruques de leur jeunesse ». ¹⁰² Les manuels basés sur ces auteurs sont par conséquent déjà obsolètes au moment de leur publication. En contrepartie, il rédige quatre tomes considérables destinés à la formation des instituteurs et conférenciers catholiques et contenant un

98 G. VALOIS et F. RENIÉ, *Les manuels scolaires...*, *op. cit.*, p. 9-16.

99 *Ibid.*, p. 329-330. Voir aussi : *Ibid.*, p. 72 et 339.

100 François (évêque de Belley) LABEUCHE, *Aux pères et mères de Famille d'Apremont. I. Ce que prescrit la loi scolaire de 1882. II. Ce qu'enseignent à vos enfants la Grammaire de Decolby ; L'Histoire de Devinat ; Le manuel d'éducation morale de Primaire*, Belley, Imprimerie Louis Chaduc, [1910], p. 6-7.

101 Le reproche du protestantisme se trouve par exemple dans : Abbé GILBERT, *Étude sur l'école moderne. L'histoire d'Aulard et Debidour en face la vérité...*, *op. cit.*, p. 31 ; Joseph SANTO, *Le sabotage de l'histoire de France. Examen critique et humoristique des manuels scolaires condamnés*, Paris, 1910, p. 10.

102 Jean GUIRAUD, *Histoire partielle, histoire vraie. I. Des origines à Jeanne d'Arc*, Paris, Beauchesne et Cie, 1911, p. 25.

récit contraire aux nombreux arguments détaillés pour expliquer la raison pour laquelle l'interprétation canonique républicaine de tel ou tel épisode historique serait erronée. Plus tard, sa femme et lui produisent ensemble un cours d'histoire pour les écoles primaires, le contre-manuel par excellence.¹⁰³

Les points de critique de Valois et Renié et de Guiraud sur l'enseignement primaire correspondent en partie à ceux que formulent dans la même année deux jeunes journalistes, se cachant derrière le pseudonyme Agathon, dans une polémique qu'ils déclenchent contre la « nouvelle Sorbonne ».¹⁰⁴ Avec ce terme, Agathon veut indiquer une partie plus ou moins bien circonscrite des professeurs de lettres ou d'histoire de la vénérable institution d'éducation supérieure réformée alors par la république. Il les accuse de galvauder la tradition classique des lettres françaises en donnant trop d'importance à l'érudition, les sciences auxiliaires et l'explication de textes littéraires selon le contexte historique, jugées trop « allemandes » et donc anti-nationales.¹⁰⁵ En plus de délaissier l'éducation nationale de la jeunesse universitaire, cet enseignement mènerait à un nivellement intellectuel au lieu d'aspirer à une civilisation de l'esprit. Derrière l'érudition et la science aride allemande se cacheraient d'ailleurs, selon Agathon, une fascination du romantisme, également de provenance allemande. Trois ans plus tard, à la veille de la Grande Guerre, il conclut : « Michelet a toujours été l'objet des faveurs de l'Université officielle. Alors que les exigences de la science historique devraient l'éloigner de cet imaginaire, elle lui garde un secret amour, une faiblesse qui prouve bien, au reste, que les apparentes disciplines de l'érudition ne donnent guère de solidité à la pensée et qu'en dehors de ses règles mécaniques la déraison a toujours ses droits ».¹⁰⁶ Pour Agathon, en revanche, et précisément à cause de cette « déraison », Michelet ne peut être « un classique qu'on nous puisse proposer en exemple ».¹⁰⁷ Contrairement à Renié et Valois ou Guiraud, dont la cible est surtout l'instituteur anti-clérical, sa critique n'est pas d'inspiration catholique. Mais Agathon partage leur idée qu'il faut absolument sauver l'âme de la jeunesse de l'emprise d'une éducation à la fois trop rationaliste et trop sentimentale qui se veut neutre mais qui ne l'est pas du tout. Et tout

103 Marguerite PETIT DE JULLEVILLE Mme Jean GUIRAUD et Jean GUIRAUD, *Histoire de France, depuis les origines jusqu'à nos jours. Cours préparatoire. 80 leçons. Résumés, lectures, questionnaires sur images, lexique et cartes*, Paris, J. de Gigord, 1914.

104 AGATHON [Henri MASSIS et Alfred de TARDE], *L'esprit de la Nouvelle Sorbonne. La crise de la culture classique. La crise du français*, Paris, Mercure de France, 1911.

105 Sur cette polémique : Claire-Françoise BOMPAIRE-EVESQUE, *Un débat sur l'université au temps de la Troisième République. La lutte contre la nouvelle Sorbonne*, Paris, Aux amateurs de livres, coll. « Collection des mélanges de la bibliothèque de la Sorbonne », n° 13, 1988.

106 AGATHON [Henri MASSIS et Alfred de TARDE], « L'exemple de Michelet », *L'Opinion. Journal de la semaine*, 7-17, 25 avril 1914, p. 530.

107 *Ibid.*, p. 532.

comme les critiques catholiques, Agathon décèle derrière cela une inspiration michelétienne.

Les auteurs des contre-histoires ne se limitent cependant pas au public jeune qui est le sujet de l'éducation républicaine. Surtout dans l'entre-deux-guerres, de nombreux ouvrages d'histoire vulgarisateurs paraissent de la main d'historiens parfois professionnels et parfois amateurs mais en général de tendance politique conservatrice, pour étancher la soif d'histoires-synthèses que la Sorbonne a délaissées malgré l'œuvre d'un Ernest Lavisse.¹⁰⁸ Des auteurs liés à l'Action française se manifestent particulièrement sur ce terrain, de sorte que Stephen Wilson considère l'écriture d'une histoire qui s'oppose à celle de l'enseignement républicain, afin de substituer sa vision de la cité à celle des républicains au pouvoir, comme l'action politique principale du mouvement.¹⁰⁹ La monarchie étant désignée comme le principe unificateur et formateur de la nation, l'ancien régime est regardé comme l'âge d'or pour la France dans ces ouvrages, tandis que la Révolution aurait été une conspiration contre l'ordre parfait. Ces histoires monarchiques vulgarisatrices répondent incontestablement à une demande : elles se vendent même beaucoup mieux que les ouvrages les plus populaires des historiens académiques, la plus populaire d'entre elles étant l'*Histoire de France* en un volume de Jacques Bainville, éditée, de façon impressionnante 299 fois entre 1924 et 1939. Leur impact sur la société est par conséquent considérable. La plupart de ces auteurs – dont Léon Daudet, Louis Dimier et l'historien agrégé Pierre Gaxotte – rejettent sans plus l'héritage de Michelet, si ce n'est pour des raisons de style ou de méthode, c'est pour des raisons politiques. Gaxotte le nomme encore en 1950, avec un certain soulagement « un prophète peu lu ».¹¹⁰ Ces auteurs lui substituent Fustel de Coulanges à l'instar de leur maître à penser Maurras.

Bainville, cependant, a une opinion beaucoup plus nuancée sur Michelet. Diplôme, conservateur en raison d'un certain réalisme politique, de conviction royaliste déjà avant l'existence de l'Action française, il s'est toujours un peu tenu à l'écart du mouvement maurrassien.¹¹¹ Selon Bainville, l'histoire, au lieu d'être une recherche et énumération minutieuse de faits, doit d'abord être une « explication des faits », une synthèse qui permet de comprendre le passé et d'en déduire des orientations de l'avenir. C'est pourquoi son estime va plutôt à Michelet qu'aux historiens méthodiques. Bien qu'il soit en désaccord politique profond avec l'historien romantique, il apprécie au moins qu'il y a quelque

108 Sur Ernest Lavisse, voir le chapitre 7.

109 Stephen WILSON, « A View of the Past. Action Française Historiography and its Socio-Political Function », *The Historical Journal*, 19-1, 1976, p. 135-161.

110 Pierre GAXOTTE, « Chronique. Un prophète peu lu », *Le Figaro*, 30 septembre 1950.

111 William R. KEYLOR, *Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in Twentieth-Century France*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1979.

chose — une thèse, une explication — avec laquelle il peut être en désaccord. Il peut, par conséquent, dire de Michelet que son « roman historique [...] est un scandale pour l'intelligence », et pourtant considérer que « Michelet, dans son *Moyen Âge*, en tenant compte des rectifications que Fustel de Coulanges et son école ont apportées sur nos origines, reste digne d'être lu et donne en général une impression juste » et que même « à partir du seizième siècle, s'il est gâté par de furieux partis pris, ses vues sont encore parfois pénétrantes ».¹¹² Il puise donc amplement dans l'*Histoire* de Michelet pour s'informer sur le Moyen Âge, mais préfère néanmoins des auteurs comme Adolphe Thiers ou Gabriel Hanotaux pour des périodes plus récentes, dont l'interprétation est plus contestée.

Tandis que Bainville choisit de ne pas rompre les attaches avec Michelet, se débarrasser complètement de lui paraît tout simplement très difficile pour les adversaires des manuels scolaires inspirés par l'historien romantique, même si eux disent le vouloir. Ils sentent eux-mêmes ça et là le besoin d'invoquer son autorité quant à certaines questions historiques.¹¹³ L'abbé Gilbert explique que les « aveux en faveur de l'Église » de Michelet sont particulièrement précieux justement parce que ce « sectaire » ne peut pas être soupçonné d'une prédisposition indulgente dans ce cas.¹¹⁴ Ainsi Marius Riquier et Jean Herluison s'efforcent de montrer, dans leur contribution à l'étude de Valois et Renié, que Michelet n'était en effet pas si antireligieux que les auteurs des manuels incriminés veulent le faire croire.¹¹⁵ D'après une analyse de la sélection de textes de Michelet dans deux livres de lecture de l'école primaire, ils concluent que « tout passage qui avait un caractère religieux était soigneusement expurgé ».¹¹⁶ La traduction de l'œuvre de Michelet dans ces manuels serait alors très partielle, mettant surtout l'accent sur l'anticlérisme au détriment des aspects plus favorables à la religion. Bien que, pour les critiques de la laïcisation de l'école, Michelet soit la personnification de l'anticlérisme républicain, ils ne parviennent donc pas

112 Jacques BAINVILLE, *Histoire de deux peuples, la France et l'Empire allemand*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1915, p. 148 ; Jacques BAINVILLE, *Histoire de France*, 299^e éd., Paris, Fayard, coll. « Les grandes études historiques », 1939, p. 9.

113 Par exemple : Abbé GILBERT, *Étude sur l'école moderne. L'histoire d'Aulard et Debidour en face la vérité...*, op. cit., p. 27 ; J. SANTO, *Le Sabotage de l'histoire de France. Examen critique et humoristique des manuels scolaires condamnés...*, op. cit., p. 52, 57.

114 Abbé GILBERT, *Étude sur l'école moderne. L'histoire d'Aulard et Debidour en face la vérité...*, op. cit., p. 31.

115 Marius RIQUEIER et Jean HERLUISON, « Les manuels de lecture » in G. VALOIS et F. RENIÉ, *Les manuels scolaires...*, op. cit., p. 346.

116 *Ibid.* Dans les pages 454-457, ils analysent les extraits de Jules MICHELET et Athénaïs MICHELET, *France et Français. Textes patriotiques extraits de l'œuvre de J. Michelet*, Paris, Armand Colin, 1893 insérés dans : E. TOUTEY, *Lectures primaires, 1^{er} degré du cours moyen*, Paris, Hachette, 1909 et sur la p. 374-379 les fragments de Michelet (en particulier *L'amour* et *La femme*) que donne E. HULEUX, *La vie littéraire à l'école, cours moyen*, Paris, Librairie d'éducation nationale A. Picard, 1907.

à éradiquer totalement ses traces de leur pensée puisqu'ils partagent au fond sa philosophie de l'éducation. C'est pourquoi, pour contrecarrer l'appropriation de Michelet par les anticléricaux, ils avancent une autre interprétation de lui qu'ils jugent plus impartiale et donc plus juste.

Le culte de Jeanne d'Arc

Un autre domaine dans lequel Michelet a laissé ses traces une fois pour toutes est le culte de Jeanne d'Arc, qui est tout aussi contesté que l'enseignement entre les républicains souvent anticléricaux, les catholiques revendiquant leur présence dans l'espace public et, plus tard, les nationalistes de droite.¹¹⁷ « Culte » et ses connotations religieuses est bien le mot approprié ici : il met en lumière les similitudes entre la vénération des républicains et les tentatives catholiques d'obtenir une canonisation par l'Église de Rome. En effet, tandis que son souvenir se limite pendant des siècles à des commémorations locales, il se développe au cours du XIX^e siècle une véritable dévotion nationale pour cette « sainte de la Patrie » en accentuant le premier ou le second substantif selon les convictions politiques et religieuses de celui qui parle.¹¹⁸ Ses premiers propagateurs auprès du grand public sont les opposants libéraux aux régimes monarchiques du XIX^e siècle, comme le constate Gerd Krumeich.¹¹⁹ C'est contre eux que les catholiques ont dû se défendre. La transformation de l'envoyée de Dieu aux traits mal définis, qui sort des panégyriques orléanais de l'ancien régime, en héroïne humaine motivée par l'amour de la patrie est l'œuvre de publicistes romantiques, qui voient en elle une préfiguration de l'éveil politique du peuple pendant la Révolution. Pour cela, ils ont cependant dû effacer d'abord l'image blasphématoire de la séductrice aussi virgine qu'idiote qui ressurgit de *La Pucelle d'Orléans* de Voltaire.¹²⁰ Dans cette fabrication d'une Jeanne d'Arc républicaine, Michelet joue un rôle prépondérant, avec Henri Martin qui dans son *Histoire de France* donne une version plus populaire de l'épisode et Jules Qui-

117 Ce regroupement en trois courants d'interprétation de Jeanne d'Arc se trouve aussi dans : Michel WINOCK, « Jeanne d'Arc », in Pierre NORA (éd.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 1997, vol. 1, p. 4427-4473.

118 Gerd KRUMEICH, *Jeanne d'Arc in der Geschichte. Historiographie – Politik – Kultur*, Sigmaringen, coll. « Beihefte der Francia », n° 19, 1989 ; M. WINOCK, « Jeanne d'Arc »..., *op. cit.* Le vocable « sainte de la patrie » date aussi de ce siècle.

119 G. KRUMEICH, *Jeanne d'Arc in der Geschichte. Historiographie – Politik – Kultur ...*, *op. cit.*, p. 108-109.

120 VOLTAIRE [François-Marie AROUET], *La pucelle d'Orléans*, diverses éditions d'abord fragmentaires et clandestines à partir de 1755.

cherat qui fournit la première édition scientifique complète des deux procès.¹²¹ Mais des trois, c'est Michelet qui après coup est perçu comme prédominant, de sorte qu'il fait fonction de synecdoque pour l'historiographie johannique républicaine. Ainsi, le père jésuite Jean-Baptiste-Joseph Ayroles, auteur de cinq volumineux tomes sur « la vraie Jeanne d'Arc », s'indigne que la version de Michelet, « l'oracle de l'école naturaliste et libre-penseuse », soit devenue « celle de l'enseignement de l'État ».¹²² Cependant, il semble que, comme dans le cas de l'enseignement de l'histoire, les propagateurs catholiques de Jeanne d'Arc ont du mal à se passer entièrement de l'historien républicain.

L'importance de Jeanne d'Arc dans le symbolisme politique a déjà attiré l'attention de nombreux chercheurs qui ont inventorié ses différentes représentations et le chemin qu'elle a parcouru de la gauche républicaine, qui honorait en elle l'héroïne populaire et guerrière, en passant par les catholiques libéraux ou ralliés, qui estiment leurs efforts pour sa canonisation ecclésiastique tout à fait compatibles avec un patriotisme républicain, pour aboutir à la droite anti-républicaine, où elle finit comme l'« anti-Marianne » de l'Action française et plus tard de Vichy.¹²³ Le rôle de Michelet est bien connu pour avoir propagé

121 Henri MARTIN, *Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'en juillet 1830*, 15 vols., 1^{ère} éd., Paris, L. Mame, 1834-1836, plusieurs rééditions revues ; Jules-Étienne QUICHERAT (éd.), *Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc, dite la Pucelle, publiés pour la première fois d'après les manuscrits de la Bibliothèque royale, suivis de tous les documents historiques qu'on a pu réunir et accompagnés de notes et d'éclaircissements*, 5 vols., Paris, J. Renouard et Cie, 1841-1849.

122 Jean-Baptiste-Joseph AYROLES, *La vraie Jeanne d'Arc. V. La martyre d'après les témoins oculaires, le procès et la libre-pensée*, Paris, Librairie catholique Emmanuel Vitte, 1902, p. 705 ; *Ibid.*, *La vraie Jeanne d'Arc. IV. La vierge guerrière d'après ses aveux, les témoins oculaires, la chrétienté, les poètes du temps, les registres publics et la libre pensée*, Paris, Rondelet et cie, 1898, p. 575.

123 De la riche bibliographie sur le sujet, il faut retenir à côté du livre de Krumeich et l'article de Winock déjà cités : Philippe CONTAMINE, Olivier BOUZU et Xavier HÉLARY (éd.), *Jeanne d'Arc. Histoire et dictionnaire*, Paris, R. Laffont, 2011 ; Daniel COUTY et Jean MAURICE (éd.), *Images de Jeanne d'Arc. Actes du colloque de Rouen (25, 26, 27 mai 1999)*, Paris, Presses universitaires de France, 2000 ; Nora M. HEIMANN, *Joan of Arc in French Art and Culture (1700-1855). From Satire to Sanctity*, Aldershot, Burlington, Ashgate, 2005 ; Ton HOENSELAARS et Jelle KOOPMANS (éd.), *Jeanne d'Arc entre les nations*, Amsterdam, Rodopi, coll. « CRIN. Cahiers de recherche des instituts néerlandais de langue et littérature françaises », n° 33, 1998 ; Philippe MARTIN et Christian AMALVI, *Jeanne d'Arc. Les métamorphoses d'une héroïne*, Nancy, Place Stanislas, 2009 ; Dietmar RIEGER, « Jeanne d'Arc und der Patriotismus. Zur Geschichte einer « belle image de livre de prix » von der Revolution zur Résistance », *Roma*, n° 36, 1985, p. 122-139 ; Laurent SALOMÉ, *Jeanne d'Arc, les tableaux de l'Histoire, 1820-1920. Catalogue d'exposition, Rouen, musée des Beaux-Arts, 30 mai - 1^{er} septembre 2003*, Paris, Réunion des musées nationaux, 2003. Sur la Jeanne d'Arc de la droite, voir en particulier : Philippe CONTAMINE, « Jeanne d'Arc dans la mémoire des droites », in Jean-François SIRINELLI (éd.), *Histoire des droites en France. 2. Cultures*, nouvelle éd., Paris, Gallimard, 2006, p. 398-435. Martha HANNA, « Iconology and Ideology. Images of Joan of Arc in the Idiom of the Action Française, 1908-1931 », *French Historical Studies*, 14-2, 1985, p. 215-239 ; Eric JENNINGS, « « Reinventing Jeanne ». The Iconology of Joan of Arc in Vichy Schoolbooks, 1940-44 », *Journal of Contemporary History*, 29-4, 1994, p. 711-734 ; Gerd KRUMEICH, « The Cult of Joan of Arc under the Vichy Régime », in Gerhard HIRSCHFELD et Patrick MARSH (éd.), *Collaboration in France. Politics and Culture during the Nazi Occupation, 1940-1944*, Oxford,

son image en l'identifiant au peuple français.¹²⁴ Ci-dessous sera examiné quelles effets les aléas de la figure de Jeanne d'Arc ont eu sur son historien. Dans quel mesure a-t-on éventuellement séparé de son auteur la Jeanne d'Arc de Michelet ? Et, encore, qu'est-ce que cela révèle sur la malléabilité de son héritage ?

L'enchevêtrement des destins de Michelet et de Jeanne d'Arc commence à la publication en 1841 du tome V de l'*Histoire de France* qui coïncide très exactement avec les premières publications de Quicherat.¹²⁵ Dans ces années, Jeanne d'Arc était « dans l'air », ce à quoi Michelet veut encore donner un nouvel élan en 1853 avec un tirage à part de ses chapitres sur Jeanne d'Arc dans la collection populaire la Bibliothèque des chemins de fer.¹²⁶ Si le succès n'est pas immédiat, cette édition a un bel avenir devant elle : en 1888, après plusieurs réimpressions inchangées, paraissent une version illustrée de luxe et une version annotée plus abordable, qu'on réimprime jusqu'en 1931.¹²⁷ Répandue en outre dans de nombreuses publications scolaires, l'interprétation de Michelet connaît une diffusion importante. Au niveau du contenu, le texte se conforme en grande partie à celui des autres auteurs libéraux ou républicains : Jeanne a voulu faire sacrer le roi à Reims non par royalisme particulier, mais parce que le patriotisme à son âge s'oriente naturellement vers le roi. Ensuite, l'Église l'a condamnée comme hérétique et relapse, ce qui désormais disqualifie le clergé de la glorifier. Michelet radicalise cependant cette interprétation en posant qu'après avoir été sacré roi, celui-ci trahit sa salvatrice, thèse pour laquelle Quicherat, quelques années plus tard, fournit des preuves documentaires importantes.¹²⁸ Jeanne, fille du peuple, telle que Michelet la présente, est donc d'abord une patriote. Et c'est l'originalité de Michelet d'avoir vu en elle la première patriote, car par elle, « [p]our la première fois, on le sent, la France est aimée comme une per-

Berg, 1989, p. 92-102 ; Joan TUMBLETY, « Contested histories. Jeanne d'Arc and the Front National », *The European Legacy*, 4-1, 1999, p. 8-25. Le vocable « Anti-Marianne » se trouve dans : Michel WINOCK, « Jeanne d'Arc », ... *op. cit.*, p. 4462. Voir aussi : Maurice AGULHON, *Les métamorphoses de Marianne. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1914 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2001, p. 97.

124 Outre le chapitre que Krumeich lui dédie, il faut se référer à l'introduction de Paul Viallaneix dans : Jules MICHELET, *Œuvres complètes. 6. Histoire de France (Livres X-XVII)*, Paul VIALLANEIX et Robert CASANOVA (éd.) Paris, Flammarion, 1978, p. 9-35 et Paul VIALLANEIX, « Michelet and the Legend of Joan », traduit par Suzanne GUERLAC, *Clio. An Interdisciplinary Journal of Literature, History, and the Philosophy of History*, 6, 1977, p. 193-203.

125 Jules MICHELET, *Histoire de France*, tome V, Paris, Hachette, 1841.

126 Jules MICHELET, *Jeanne d'Arc (1412-1432)*, Paris, Hachette, coll. « Bibliothèque des Chemins de Fer », 1853. Voir aussi les chapitres 1 et 3.

127 Jules MICHELET, *Jeanne d'Arc*, Paris, Hachette, 1888. Voir en outre : Hector TALVART, Joseph PLACE et Georges PLACE, *Bibliographie des auteurs modernes de la langue française (1801-1962)*, vol. 15, Paris, Éditions de la Chronique des lettres françaises, 1963, p. 54-55.

128 G. KRUMEICH, *Jeanne d'Arc in der Geschichte. Historiographie – Politik – Kultur...*, *op. cit.*, p. 91-96.

sonne. Et elle devient telle, du jour qu'elle est aimée ». ¹²⁹ À cette image libérale ou républicaine de Jeanne d'Arc, la réaction des catholiques ne se fait pas attendre. En 1847, l'abbé Emmanuel-Justin Barthélemy de Beauregard publie une *Histoire de Jeanne d'Arc* minutieusement documentée et pourvue de « près de 1200 articles indiquant tout ce qui a été publié sur cette héroïne ». ¹³⁰ Bien qu'il reprenne beaucoup d'informations empruntées à Quicherat, il s'en prend expressément aux historiens républicains et notamment à Michelet, qui plus que ses confrères, marque l'opinion publique. ¹³¹ Ce traditionnaliste mène cependant un combat d'arrière-garde : son interprétation royaliste ultra ne la rendait pas vraiment populaire dans un pays à la veille une fois de plus de l'abolition de la royauté.

Le vrai renouveau de l'image catholique vient des années 1850 et 1860 de l'évêque d'Orléans Félix Dupanloup et d'Henri Wallon qui, de façon libérale et conservatrice, cherchaient à concilier les interprétations catholique traditionnelle et républicaine et à promouvoir Jeanne d'Arc comme une sainte à la fois chrétienne et nationale. Ces deux auteurs, avec les trois républicains mentionnés ci-dessus, peuvent être considérés comme les créateurs du récit classique de Jeanne d'Arc qui domine les premières décennies de la Troisième République et qui ne sera amendé sérieusement qu'avec la montée du catholicisme intransigeant et du nouveau nationalisme de droite au cours des années 1890. ¹³² Pour Dupanloup, qui à partir de 1869 demande la canonisation de Jeanne à Rome, celle-ci est une martyre dans le sens ecclésiastique et un modèle qui pourrait inspirer aux Français en proie aux anxiétés de la modernisation un retour au sein de l'Église. Si dans sa pétition au Saint-Siège il ne peut taire l'œuvre de Quicherat, il ne mentionne pas Michelet, mais son panégyrique, à l'occasion des fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans à 1855, n'est pas sans rappeler ses mots : « La France [...] par la main d'une jeune fille, recommença le cours de ses glorieuses et incomparables destinées qui ne sont pas achevées. [...] [E]lle se préparait à marcher désormais à la tête des peuples européens, reine du monde civilisé ! » ¹³³ Chez Wallon, auteur des amendements constitutionnels en 1875 et ancien élève de Michelet à l'École normale, la référence à son ancien professeur est plus ma-

129 J. MICHELET, *Jeanne d'Arc (1412-1432)...*, *op. cit.*, 1853, p. VII.

130 Emmanuel-Justin BARTHÉLEMY DE BEAUREGARD, *Histoire de Jeanne d'Arc d'après les chroniques contemporaines, les recherches des modernes et plusieurs documents nouveaux, suivie de près de 1200 articles indiquant tout ce qui a été publié sur cette héroïne*, 2 vols., Paris, T.-M. Aubry Dile-Roupe, 1847.

131 *Ibid.*, tome 1, préface « À Monseigneur Gousset », s.p [3].

132 Xavier HÉLARY, « Chapitre XV. Jeanne d'Arc après Jeanne d'Arc (v). De la Révolution à nos jours », in P. CONTAMINE, O. BOUZY et X. HÉLARY (éd.), *Jeanne d'Arc...*, *op. cit.*, p. 450.

133 Félix DUPANLOUP, *Panégyrique de Jeanne d'Arc, prononcé par Mgr. l'évêque d'Orléans dans la cathédrale de Sainte-Croix, le 8 mai 1855*, Orléans, Gatineau, 1855, p. 40.

nifeste : le récit est entièrement emprunté à Michelet, seul l'accent est quelque peu déplacé, car ce n'est pas tellement le patriotisme de Jeanne d'Arc qu'il veut mettre en lumière, mais sa piété.¹³⁴ Son anti-royalisme rend effectivement aisé une telle récupération du récit républicain : pour lui aussi, Charles VII aurait par opportunisme politique trahi sa jeune salvatrice. Grâce aux interprétations de Wallon et Dupanloup, qui sans le mentionner expressément récupèrent amplement Michelet, Jeanne peut faire figure de conciliatrice entre le catholicisme et le républicanisme. De ce point de vue, l'exclamation du secrétaire du roi d'Angleterre, par laquelle l'historien anticlérical avait clos son récit, tombe à point nommé : « nous avons brûlé une sainte ! »¹³⁵ C'est une paraphrase qui repose sur une erreur de traduction, mais qui est néanmoins reprise dans les procès de canonisation sans en citer le responsable.¹³⁶

Bien que Michelet ait donc grandement marqué le discours historique sur Jeanne d'Arc dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, ou peut-être grâce à cette omniprésence, il est rarement l'objet explicite de débat. Il va cependant être pris à témoin au sujet d'une fête nationale en l'honneur de Jeanne, tout comme on avait fait appel à lui lors de l'institution de la fête nationale du 14 juillet en 1880. L'initiative, en 1884, en revient au député gambettiste Joseph Fabre, qui l'étaye en écrivant une histoire de Jeanne d'Arc « libératrice de la France » dans une langue et un style très élémentaires.¹³⁷ Malgré les nombreuses déclarations de soutien, la proposition n'est pas soumise au débat avant la fin de la législature, signe du peu d'enthousiasme dans la majorité opportuniste. Avec son initiateur le projet disparaît de la Chambre pour réapparaître seulement dix ans plus tard au Sénat. Entre-temps, Fabre a composé une traduction française du procès et un opuscule ressemblant à un almanach avec une méditation sur la Pucelle patriote pour chaque jour du mois de mai, mois de la libération d'Orléans et de la mort de Jeanne sur le bûcher à Rouen.¹³⁸ Son intention de

134 Henri WALLON, *Jeanne d'Arc*, 2 vols., Paris, Hachette 1860, passim.

135 J. MICHELET, *Jeanne d'Arc (1412-1432)...*, *op. cit.*, 1853, p. 147.

136 Selon l'information de Jacques DELARUN, « Le troisième procès de Jeanne d'Arc », in D. COUTY et J. MAURICE (éd.), *Images de Jeanne d'Arc...*, *op. cit.*, p. 60. Voir sur cette erreur de traduction : Jacques LE GOFF, « Jeanne d'Arc », in *Encyclopaedia universalis. 12. Inceste – Jean Paul*, Paris, Encyclopaedia universalis, 1990, p. 1039-1042. Dans les instructions de l'Évêché d'Orléans pour l'interrogation des témoins lors du procès de canonisation, Michelet est même mentionné explicitement comme source utile relativement à la question de la réputation de sainteté de Jeanne d'Arc pendant sa vie et directement après sa mort : Alexandre COLLIN et François Edmond DESNOYERS, *Procès de l'ordinaire relatif à la béatification et à la canonisation de Jeanne d'Arc, surnommée la Pucelle d'Orléans. Questions, instructions et répertoire*, Orléans, impr. de G. Jacob, 1874, p. 75.

137 *Journal officiel. Débats Chambre*, séance du 30 juin 1884, p. 1528 ; Joseph FABRE, *Jeanne d'Arc, libératrice de la France*, Paris, Delagrave, 1883.

138 Joseph FABRE, *Procès de condamnation de Jeanne d'Arc. D'après les textes authentiques des procès verbaux officiels. Traduction avec éclaircissements*, Paris, Delagrave, 1884 ; Joseph FABRE,

substituer la commémoration civique de la Pucelle aux célébrations religieuses de la Vierge est claire. À l'instar de Michelet, Fabre croit beaucoup à la force unificatrice des célébrations publiques et considère que, pour contrebalancer les fastes de l'Église catholique, la république a besoin d'une fête nationale de Jeanne d'Arc qui complètera le 14 juillet : « La nation a déjà sa fête de la liberté. Elle aurait sa fête du patriotisme ». ¹³⁹

Le patriotisme de Fabre, et partant le calendrier festif qu'il propose, tient à deux grands épisodes de l'histoire française, qu'il juxtapose continuellement : la Révolution, notamment les victoires de 1792, et la délivrance de la patrie en 1429. ¹⁴⁰ Michelet aussi avait déjà associé Jeanne et « les jeunes généraux » de '92 comme étant « nos deux rédempcions ». ¹⁴¹ Et c'est en effet dans Michelet, « l'Homère du peuple, le Delacroix de l'histoire », que Fabre tire l'essentiel de son interprétation de Jeanne d'Arc et de ses réflexions sur le patriotisme. ¹⁴² Comme lui, Fabre insiste sur la descendance populaire de Jeanne, qui favorise l'identification du peuple français à cette héroïne historique, et il pense que Jeanne, par ses actes, révélait la nation française à elle-même. Ainsi, « Jeanne d'Arc n'appartient pas à un parti, elle appartient à la France ». ¹⁴³ En glorifiant la salvatrice de la guerre de Cent ans, la France post-révolutionnaire pourrait se réconcilier avec son histoire, et ceux qui se réclament de la Révolution avec ceux qui la rejettent. ¹⁴⁴ La fête johannique se caractérise donc par un même redoublement qu'on a constaté dans le cas de la célébration de Michelet : la célébration de Jeanne d'Arc est une autocélébration de la nation dont la jeune fille du xv^e siècle aurait été, comme l'a écrit Michelet, l'incarnation. L'interprétation michelétienne justifie intellectuellement ce redoublement et rend possible la conception d'une fête pour ce personnage historique qui ne retomberait pas dans le culte des personnes dont la Troisième République continuait à se mé-

Procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc raconté et traduit d'après les textes latins officiels, Paris, Delagrave, 1888 ; Joseph FABRE, *Le mois de Jeanne d'Arc*, Paris, Armand Colin, 1892. On retrouve des interprétations similaires à celle de Fabre, accompagnées également d'un plaidoyer pour une fête civique pour Jeanne d'Arc, en 1888, sous la plume de l'écrivain populaire Jules Lermine et en 1892 chez le géographe Charles Lemire : Charles LEMIRE, *Jeanne d'Arc et le sentiment national (1412-1431, 1870-18**)*, Paris, E. Leroux, 1892 ; Jules LERMINA, *Jeanne d'Arc. Grand roman national*, Paris, L. Boulanger et cie, 1888.

¹³⁹ J. FABRE, *Jeanne d'Arc, libératrice de la France...*, *op. cit.*, p. IX. En général sur ses actions pour promouvoir le patriotisme par des fêtes et d'autres dispositifs de politique symbolique : Joseph FABRE, *Les neuf ans d'un sénateur (1894-1903)*, 2 vols., Paris, F. Alcan, 1903.

¹⁴⁰ Voir pour cette association par exemple, *Ibid.*, p. 222 et son discours au Sénat, le 8 juin 1894 : *Journal officiel. Débats Sénat*, séance du 8 juin 1894, p. 496.

¹⁴¹ J. MICHELET, *Le peuple...*, *op. cit.*, p. 243.

¹⁴² J. FABRE, *Jeanne d'Arc, libératrice de la France...*, *op. cit.*, p. 304.

¹⁴³ *Journal officiel. Débats Sénat*, séance du 16 mars 1894, p. 242

¹⁴⁴ J. FABRE, *Procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc...*, *op. cit.*, p. 230-237.

fier.¹⁴⁵ En tant qu'incarnation de la nation, le personnage de Jeanne d'Arc se vide en quelque sorte de son contenu, et donc des éléments qui pourraient provoquer des différences d'opinion. C'est pourquoi Fabre peut s'exclamer : « Unissons-nous pour honorer Jeanne ! Si nous l'expliquons différemment, nous l'admirons également ». ¹⁴⁶ Jeanne d'Arc représente une idée transcendante de la nation, qui dépasse sans les anéantir toutes les différences internes et qui permet ainsi de penser l'unité fondatrice de la cité dans une situation de division réelle.

Toutefois, quand Fabre plaide sa cause au Sénat en 1894, l'interprétation michelétienne sur laquelle elle repose est déjà sur le point d'être dépassée par la réalité politique.¹⁴⁷ La déclaration par Rome, en janvier de cette même année, que la martyre de Rouen est désormais considérée comme vénérable – premier pas vers sa sanctification – rend méfiants bon nombre de républicains qui avaient promis leur soutien à Fabre. On craint de perdre le contrôle du culte johannique, dont la popularité est entre-temps devenue immense. Depuis le début de l'année, non seulement Fabre plaide pour une fête nationale pour la Pucelle, mais l'abbé Théodore Garnier, militant chrétien-démocrate et chef de file de la ligue Union nationale, xénophobe et antisémite, recueille aussi des signatures de soutien pour une même proposition. Des associations de jeunesse catholique anticipent déjà l'instauration d'une fête officielle en organisant des manifestations. Jeanne d'Arc vénérée risque de devenir non pas la sainte patriotique en laquelle toute la nation peut se reconnaître, mais le porte-bannière d'un particularisme clérical.

Le Sénat vote néanmoins la proposition le 8 juin 1894 après un long débat agité qui avait été préparé par une commission sous la présidence de Wallon. Son rapport aurait pu être écrit par Michelet, tellement sa pensée lui est restée fidèle : « Avec Jeanne, le peuple fait son entrée dans l'histoire. [...] Jeanne elle-même, née du peuple, est essentiellement peuple. Elle a du peuple la mâle simplicité, le bon sens robuste, les fines saillies, la sensibilité profonde, l'impénétrable force de pitié, de foi et d'amour ». Il faut donc la fêter, car « c'est avec Jeanne d'Arc que la patrie prend conscience d'elle-même ». ¹⁴⁸ Tous les intervenants se montrent d'accord sur le principe d'une célébration, néanmoins cha-

¹⁴⁵ Olivier IHL, *La fête républicaine*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Histoires », 1996, p. 311.

¹⁴⁶ J. FABRE, *Procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc...*, *op. cit.*, p. 238.

¹⁴⁷ Sur les tensions autour du culte de Jeanne d'Arc en 1894, voir : Rosemonde SANSON, « La « Fête de Jeanne d'Arc » en 1894. Controverse et célébration », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 20-3, 1973, p. 444-463. En annexe elle liste les sénateurs qui ont soutenu la proposition de Fabre ou lui ont retiré leur soutien.

¹⁴⁸ *Journal officiel. Documents parlementaires (Sénat)*, 10 mai 1894, p. 131, « Annexe n° 92 : Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de Joseph Fabre et de ses collègues, ayant pour objet l'institution d'une fête nationale de Jeanne d'Arc ». Com-

cun soupçonne l'autre de s'accaparer de Jeanne pour ses propres intérêts de parti.¹⁴⁹ Sur les bancs des républicains, l'humour oscille entre l'urgence d'empêcher l'Église de monopoliser le culte et la crainte qu'instaurer une deuxième fête nationale revienne à donner leur fête à chacune des « deux Frances ». Un réflexe resurgit d'éviter la multiplication de symboles et de festivités aux sens divers qui pourraient nuire à l'unité indivisible de la république.¹⁵⁰ Le texte final, qui désigne le deuxième dimanche de mai comme jour de fête nationale sans en stipuler expressément le caractère civique, est un compromis entre la partie des républicains qui était prête à tempérer son anticléricalisme et les catholiques qui s'étaient ralliés à la république, où les deux tendances se retrouvent grâce à l'interprétation michelétienne de la « sainte de la patrie ». En revanche, maints républicains de gauche votent contre ou s'abstiennent. En 1894, un plaidoyer tout à fait michelétien sur le patriotisme et les fêtes nationales peut donc convaincre une coalition d'occasion de la droite modérée et des républicains centristes, mais non plus ceux qui en 1880, avec une argumentation très similaire, avaient été les grands défenseurs de la fête nationale du 14 juillet. Les républicains anticléricaux ont cependant de quoi se méfier : la réalité de la rue a déjà bel et bien rattrapé les intentions conciliatrices des centristes et des ralliés, car en mai, les statues de Jeanne d'Arc à Orléans, Rouen et place des Pyramides à Paris sont le décor de manifestations cléricales, voire royalistes, et de contre-manifestations anticléricales et libre-penseuses. Loin de la célébration de l'unité nationale désirée par Fabre, le 8 mai va être jusqu'à la fin des années 1920 l'occasion d'affrontements entre catholiques intransigeants, nationalistes de droite et anticléricaux républicains ou socialistes.¹⁵¹

Ainsi s'explique le peu d'empressement de la Chambre des députés à donner une suite à la proposition votée par le Sénat : elle n'est adoptée qu'en 1920. Entre-temps, la situation des catholiques au point de vue politique change encore de façon radicale à cause de l'affaire Dreyfus, la séparation des églises et de l'État et ensuite l'Union sacrée. Avec l'essor du nouveau nationalisme, dont les adhérents se déclarent en grande partie catholiques mais qu'on ne doit pas confondre avec la masse des catholiques français, un troisième courant idéologique va s'accaparer la sainte patriotique. Le moteur derrière les grandes

parez : J. MICHELET, *Jeanne d'Arc (1412-1432)...*, *op. cit.*, 1853, p. VII-VIII ; *Ibid.*, *Le peuple...*, *op. cit.*, p. 158-161.

149 *Journal officiel. Débats Sénat*, séance du 8 juin 1894, p. 492-504. Michelet, Quicherat et Martin sont invoqués expressément par Fabre au cours du débat, p. 495.

150 O. IHL, *La fête républicaine...*, *op. cit.*, p. 358.

151 Neil McWILLIAM, « Conflicting Manifestations. Parisian Commemoration of Joan of Arc and Étienne Dolet in the Early Third Republic », *French Historical Studies*, 27-2, 2004, p. 381-418. Il remarque d'ailleurs à raison que des manifestations militantes autour les statues de Jeanne d'Arc ont déjà eu lieu depuis 1878.

manifestations en honneur de l'héroïne et contre l'enseignement laïc des « insulteurs de Jeanne d'Arc » sera l'Action française.¹⁵² En revanche, l'intérêt de la gauche républicaine pour la Pucelle est en déclin : elle ne peut plus servir leur cause contre les opposants de droite au régime. Certains des libres penseurs les plus ardents qui se font entendre de plus en plus depuis l'affaire Dreyfus exhument l'interprétation voltairienne. Hystérique, comme le diagnostiquent Anatole France et le professeur d'histoire au lycée Condorcet Amédée Thalamas, Jeanne ne peut plus être un modèle.¹⁵³ Avec le temps, Fabre lui-même commence à douter des possibilités d'une fête patriotique œcuménique.¹⁵⁴ La justification de son projet d'inspiration michelétienne semble devenir obsolète, car la plupart des nouveaux défenseurs de Jeanne d'Arc ne veulent plus de son républicanisme et universalisme.

Un point de vue comparable à celui de l'Action française, mais non pas exactement similaire, se retrouve du côté des catholiques traditionnalistes, qui en 1909 obtiennent la béatification de la Pucelle. Ils insistent surtout sur la sainteté de Jeanne d'Arc et s'intéressent moins à la question de son patriotisme, qu'ils jugent secondaire pour son action.¹⁵⁵ Leur principal représentant est le père jésuite Ayroles qui entreprend une exhaustive réfutation de tous les historiens et publicistes républicains sur Jeanne d'Arc. À travers eux, il vise aussi les dirigeants du pays, des hommes comme Fabre en particulier, qui revendiquent la sainte pour l'intégrer dans leur répertoire symbolique et pédagogique. Il leur oppose sa « vraie Jeanne d'Arc » en prenant soin de compiler chaque brin de parchemin pouvant servir de source. Pour Ayroles, le premier responsable de l'image jugée déplorable de Jeanne que l'enseignement public transmet et qui, pire encore, séduit bon nombre de catholiques est Michelet.¹⁵⁶ L'« historien prétendu », le « lubrique écrivain » ou même « [l']hiérophante sur son trépied » s'égare totalement en la décrivant comme la première patriote de France, car le patriotisme existe depuis Clovis, insiste Ayroles.¹⁵⁷ D'ailleurs, Jeanne était une

152 Sous les auspices de l'Action française est organisé le 5 décembre 1904 un « meeting nationaliste contre les insulteurs de Jeanne d'Arc ». Sur l'usage que fait l'Action française de Jeanne d'Arc : M. HANNA, « Iconology and Ideology »..., *op. cit.*

153 Anatole FRANCE, *Vie de Jeanne d'Arc*, Paris, Éd. Alive, coll. « Collection Écrits », 1999 [1908]. Sur les « affaires Thalamas », voir : N. MCWILLIAM, « Conflicting Manifestations. Parisian Commemoration of Joan of Arc and Etienne Dolet in the Early Third Republic »..., *op. cit.*

154 Joseph FABRE, *Les bourreaux de Jeanne d'Arc et sa fête nationale. Notices sur les personnages du procès de condamnation. Documents sur la fête du patriotisme*, Paris, Hachette, 1915, p. 9.

155 Par exemple : Albert LECOY DE LA MARCHE, *À la gloire de Jeanne d'Arc. Variétés historiques*, Paris, Letouzey et Ané, 1895, p. 1.

156 J.-B.-J. AYROLES, *La vraie Jeanne d'Arc. V. La martyre d'après les témoins oculaires, le procès et la libre-pensée...*, *op. cit.*, p. 548.

157 *Ibid.*, *La vraie Jeanne d'Arc. II. La paysanne et l'inspirée d'après ses aveux, les témoins oculaires et la libre-pensée*, Paris, Rondelet et cie, 1894, p. 352, 355 ; *Ibid.*, *La vraie Jeanne d'Arc. IV. La vierge*

enfant trop simple pour concevoir des notions aussi abstraites que la patrie, ce qui prouve bien que son inspiration venait de Dieu.

Il n'y a guère de rejet aussi explicite du côté des nationalistes militants pour qui l'amour de la patrie de Jeanne passe avant son amour pour Dieu. Conscients de rester quelque peu tributaires de l'historiographie romantique ou républicaine qui en premier avait reconnu Jeanne comme héroïne nationale, ils l'admettent rarement de façon aussi claire que Longnon : « [La] longue suite de réparations érudites, [...] trouva son complet épanouissement dans la publication des Procès de Jeanne d'Arc, par Quicherat, comme dans les pages vibrantes de Michelet. J'ajouterai que depuis l'apparition du livre de l'historien romantique, la manière d'envisager le rôle de Jeanne n'a guère été l'objet que de modifications de détail de la part des écrivains qui l'ont étudié à la lumière des documents ».¹⁵⁸ C'est pourquoi quelqu'un comme le dreyfusard Charles Péguy, devenu par la suite catholique dévot et qui résiste toute classification politique commode, peut considérer Michelet comme la source inspiratrice principale de son *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*, écrit sur le mode d'un drame médiéval.¹⁵⁹

Le cas de Barrès, qui après le départ de la politique de Fabre se charge de sa proposition d'une fête nationale, offre un exemple par excellence de cette intégration d'une Jeanne d'Arc michelétienne dans un nationalisme de droite. Les *Cahiers* de Barrès montrent dans quelle mesure il a formé sa pensée sur Jeanne d'Arc en dialogue avec Michelet. Sa première tentative d'instaurer la fête, en décembre 1914, échoue même avant d'avoir été débattue, quoique le moment ait été en apparence propice : l'Union sacrée avait temporairement suspendu les luttes idéologiques entre la droite et la gauche et Jeanne d'Arc s'accommodait bien d'un usage de symbole de la défense armée. En affirmant qu'« [o]n sait assez qu'une Jeanne d'Arc n'appartient à aucun parti », Barrès reprend à son compte les intentions fédératrices de Fabre qui avant la guerre avaient semblé définitivement caduques.¹⁶⁰ En 1920, la Chambre bleu horizon adopte finalement et sans débat le texte inchangé depuis 1894, avec l'argumentation de Barrès restée aussi la même, sauf qu'en 1920, cela ne signifie plus la

guerrière d'après ses aveux, les témoins oculaires, la chrétienté, les poètes du temps, les registres publics et la libre pensée..., op. cit., p. 527.

158 Auguste LONGNON, « Discours de M. Longnon », in Jules LEMAITRE et al., *Contre les insulteurs de Jeanne d'Arc. Meeting nationaliste du 5 décembre 1904*, Paris, aux bureaux de « l'Action française », 1905, p. 13.

159 Charles PÉGUY, « Mystère de la charité de Jeanne d'Arc », in Charles PÉGUY, *Œuvres poétiques complètes*, François PORCHÉ et Marcel PÉGUY (éd.), Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », n° 60, 1960, p. 199-262. Sur Péguy et Michelet, voir le chapitre 7.

160 À défaut de pouvoir prononcer à la Chambre le discours préparé, il le publie dans *L'Écho de Paris* du 22 décembre 1914. Il le réinsère ensuite dans : Maurice BARRÈS, *Autour de Jeanne d'Arc*, Paris, E. Champion, 1916, p. 43-49, la citation, p. 49.

même chose.¹⁶¹ La France a gagné la guerre et la Lorraine est redevenue française ; en 1920 le Saint-Siège déclare enfin Jeanne sainte de l'Église catholique, ce qui contraint l'État à trouver un *modus vivendi* quant à la célébration religieuse ; la Chambre est désormais dominée par des anciens combattants, pour qui Jeanne d'Arc est une sainte guerrière avant d'être une fille du peuple. Plus fondamentalement, la république n'est plus, cinquante ans après sa naissance et après les épreuves de la guerre, à construire, mais est le fondement de base de la politique française, et ceci même pour les royalistes de l'Action française qui ont conquis leur place dans l'hémicycle et se montrent prêts à se conformer aux règles du jeu parlementaire.¹⁶² Dorénavant, la république, avec son répertoire symbolique et commémoratif et ses institutions politiques qui lui donnent une forme concrète, est le simple terrain où se déroulent les confrontations politiques entre nationalistes et socialistes, et non plus l'enjeu même de ses confrontations. Quant à la patrie, elle a désormais trouvé son incarnation dans le Soldat inconnu. Cela explique pourquoi, malgré la promptitude avec laquelle la Chambre a approuvé la proposition de Barrès, la célébration tombe vite en désuétude pour devenir une affaire quasi exclusive de l'Action française.

En même temps que la fête nationale de Jeanne d'Arc, l'interprétation que lui a donné Michelet perd beaucoup de son intérêt politique. La gauche ne s'intéresse plus à la sainte patriotique ; la version michelétienne est inutile à la droite qui a alors sa propre version. Cette situation trouve en quelque sorte sa confirmation avec la publication en 1926 d'une édition critique du *Jeanne d'Arc* de Michelet et d'une étude sur sa méthode et ses sources par Gustave Rudler, ancien professeur à la Sorbonne et professeur de littérature française à l'Université d'Oxford.¹⁶³ Devenu sujet d'érudition, le texte de Michelet est retiré du débat politique. De surcroît, le travail de Rudler mène à un démasqué scientifique de Michelet, puisqu'il apparaît que l'historien-archiviste n'a guère utilisé les documents originaux, même s'il connaissait bien Quicherat qui était en train de les éditer. C'est pourquoi, à l'instar de Taine et surtout de Langlois, Rudler ôte à Michelet son titre d'historien, bien qu'il continue à l'admirer en tant qu'écrivain : « Bien entendu, la gloire de Michelet ne souffrira pas de cette critique. Depuis longtemps ce qu'on admire en lui, c'est son cœur, son génie, sa faculté d'intuition ».¹⁶⁴

161 *Journal officiel. Documents parlementaires (Chambre)*, 12^e législature, 1919-1924, n° 1007, p. 1573-1575 ; *Journal officiel. Débats Chambre*, séance du 24 juin 1920, p. 2399-2400.

162 M. HANNA, « Iconology and Ideology »..., *op. cit.*, p. 227.

163 Jules MICHELET, *Jeanne d'Arc. Édition critique*, Gustave RUDLER (éd.), 2 vols., Paris, Hachette, 1925 ; Charles RUDLER, *Michelet, historien de Jeanne d'Arc*, 2 vols., Paris, Presses universitaires de France, 1926.

164 *Ibid.*, tome 1, p. 173.

Histoire savante ou récit surtout littéraire, le texte de Michelet sur Jeanne d'Arc a exercé une influence énorme sur la popularisation de ce personnage historique, puisque l'historien a été l'un des premiers à cultiver expressément son culte.¹⁶⁵ C'est pourquoi, dans le flot des publications populaires, pièces de théâtre et films sur le thème qui voit le jour entre 1890 et 1940, son récit continue à être présent en arrière-plan. La question de la fête nationale et la politisation du culte johannique révèlent les possibilités de lecture du récit de Michelet. En fin de compte, il échappe pourtant à toute appropriation définitive : une nouvelle lecture reste toujours possible. Entre 1890 et 1920 Jeanne d'Arc est progressivement devenue le monopole de la droite et l'est resté plus ou moins définitivement. Après l'Action française, ses grands zéloteurs ont été le régime de Vichy et, aujourd'hui le Front national.¹⁶⁶ À l'exception des royalistes et des catholiques intransigeants, chaque parti a trouvé chez Michelet une Jeanne d'Arc populaire et nationale qui a servi sa cause. À plusieurs reprises, des forces de gauche, Michelet en main, ont tenté de reprendre l'héroïne pour leur parti. D'abord en 1942, quand le journal communiste clandestin *L'Humanité* revendique Jeanne d'Arc pour « le Parti de la résistance », car elle est venue du peuple et « le peuple est du côté de la patrie ».¹⁶⁷ Puis, François Mitterrand, en 1982, premier président de la république en fonction à assister aux commémorations de Jeanne d'Arc à Orléans, achève son discours sur une citation avouée de Michelet.¹⁶⁸ C'est d'ailleurs une référence que son successeur de droite en 1996 réitère.¹⁶⁹ La Jeanne d'Arc de gauche n'a pas su s'imposer face à l'appropriation du Front National. Mais si les deux camps continuent plus ou moins explicitement à se référer à Michelet, la façon dont le texte de celui-ci est lu et invoqué dans le domaine politique n'a plus véritablement changé depuis que Fabre et Barrès en avaient exploré les possibilités.

165 Joep LEERSSEN, « Nationalism and the cultivation of culture », *Nations and Nationalism*, 12-4, 2006, p. 559-578.

166 G. KRUMEICH, « The Cult of Joan of Arc under the Vichy Régime »..., *op. cit.* ; Yann RIGOLET, « L'homme providentiel est-il une femme ? La figure de Jeanne d'Arc de 1789 à nos jours », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 13-1, 2010, p. 37-50 ; J. TUMBLETY, « Contested histories »..., *op. cit.*

167 « La fête de Jeanne d'Arc », *L'Humanité*, éd. clandestine, zone nord, 8 mai 1942.

168 Discours de François Mitterrand, président de la République française, 8 mai 1982, <http://discours.vie-publique.fr/notices/827052500.html> (consulté le 2 juillet 2016).

169 Allocution de Jacques Chirac, président de la République française, 8 mai 1996, <http://discours.vie-publique.fr/notices/967006500.html> (consulté le 2 juillet 2016).

Conclusion

En 1905, l'année de la séparation des églises et de l'État et l'année de la percée de l'Action française comme mouvement nationaliste militant, Paul Seippel qualifie la situation en France ainsi : « [L]a nation française [est séparée] en deux camps si nettement tranchés, que de l'un à l'autre non seulement on se hait, mais on ne se comprend plus, et qu'aucune parole sensée et conciliante ne peut être échangée. La France a perdu son unité morale, a-t-on dit et redit à satiété ». ¹⁷⁰ Plus qu'ailleurs en Europe, on cherche en France cette unité morale de la nation dans « l'unité de croyance ; un seul *credo* ; la soumission de tous à une autorité spirituelle », c'est-à-dire dans une « idée sacerdotale » qui dans la cité moderne, caractérisée par le jeu démocratique d'opinions, est devenue obsolète. ¹⁷¹ Bien qu'il surestime peut-être ce que l'on peut appeler le « cléricanisme déguisé » des républicains anticléricaux et ne prend pas suffisamment en compte les tendances libérales de la Troisième République, son diagnostic des causes profondes des luttes acharnées qui divisent la société française reste précieux. Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, l'aspiration à une interprétation plus substantielle de l'idée républicaine persiste. Chez Barrès, par exemple, — et de façon un peu différente mais comparable dans le cas de Maurras — l'insatisfaction du libéralisme mène au développement d'un nouveau nationalisme virulent et exclusiviste. Après les crises boulangistes et dreyfusistes et la séparation de 1905, le consensus par recoupement libéral qui avait maintenu le pays ensemble semble caduc aux yeux de certains. Force est cependant de constater que la république a su survivre et que, même si les contemporains n'y croient pas toujours, elle est devenue pour presque tous les participants le cadre discursif du débat politique. C'est aussi le cas du symbolisme patriotique partagé par plus ou moins tout le monde, quel que soit le degré d'ouverture ou de fermeture du nationalisme préconisé. Le seul mouvement à rompre véritablement avec ce cadre pour en substituer un autre est, avant la Première Guerre mondiale, l'Action française.

En plus d'être politique ou religieux, l'enjeu entre les « deux Frances » est historique ; à la base du clivage se trouve une différence d'interprétation de l'histoire nationale. D'où les efforts de, entre autres, l'Action française d'écrire une contre-histoire de la France, qui témoignent d'une croyance que l'on peut trouver dans le passé un modèle pour reconstruire la cité et regagner l'« unité morale » perdue. Tout comme le régime existant considère l'enseignement de l'histoire comme un enseignement moral et civique, le révisionnisme historique de l'Action française et des catholiques hostiles à la laïcité sert une

¹⁷⁰ P. SEIPEL, *Les deux France et leurs origines historiques...*, op. cit., p. VII.

¹⁷¹ *Ibid.*

éducation politique différente. C'est pourquoi, selon Stephen Wilson, l'écriture des contre-histoires par les nationalistes intégraux doit être considérée comme une action politique en soi, et non un simple instrument de propagande, dont la finalité est de créer par l'histoire un ordre dans la cité en proie à la décomposition.¹⁷²

Or si toute critique au régime doit passer par une réflexion historique, il lui est tout aussi indispensable de définir sa position vis-à-vis de l'héritage micheletien, le nom de Michelet étant devenu progressivement lié au régime existant, avec la commémoration nationale de 1898 comme culmination et confirmation officielle. À l'inverse, cela permet d'estimer la mesure dans laquelle cet héritage peut être adapté, modelé et incorporé dans une pensée idéologique que Michelet lui-même n'a jamais pu connaître ou anticiper. Dans ce chapitre, on a discerné trois positions que prennent des nationalistes de la nouvelle droite face à Michelet, quoiqu'elles ne soient pas toujours tranchées de façon aussi nette comme le montre déjà le cas de Maurras qui, devenu royaliste, se sent obligé de récuser l'historien qu'il avait loué auparavant. Mais même si Maurras lâche finalement Michelet parce que trop impliqué à la république, Barrès a montré que l'œuvre de l'historien, après avoir servi comme évangile communard, doctrine officielle de la république éducatrice et légitimation du pouvoir existant, peut être interprétée en fonction d'une idéologie aussi particulariste et xénophobe que celle de Maurras. Grâce à sa polysémie, elle peut être étendue idéologiquement de l'extrême gauche à l'extrême droite, où elle peut servir des critiques tout à fait opposées du même pouvoir établi qui lui aussi se réclame d'elle. Dans ce chapitre, le royalisme s'est imposé comme une limite à la malléabilité de Michelet ; le chapitre suivant montre que le socialisme internationaliste ou le communisme peut en être une autre quoique moins univoque. L'œuvre de Michelet par son contenu, par l'action politique de son auteur et par le travail des premières générations des héritiers intellectuels est trop liée à l'idée d'une nation républicaine pour servir ceux qui condamnent précisément cette idée.

Ce chapitre s'est borné en grande partie à la période avant la Première Guerre mondiale. La percée de la nouvelle droite au niveau des institutions politiques date cependant des années 1920 et 1930, qui voient aussi une floraison, inconnue auparavant, de groupuscules et mouvements d'extrême droite royaliste, autoritariste ou fasciste, menant à la fin dramatique de la république et à l'instauration du régime collaborateur que l'on sait. Pour la réception de Michelet, la droite nationaliste des entre-deux-guerres est cependant moins importante, à quelques exceptions près comme Bainville dont le succès fou de *l'Histoire de France* date de cette période. Certes, le régime de Vichy, qui reprend une grande partie du répertoire commémoratif républicain, récupère aussi Michelet,

172 S. WILSON, « A View of the Past », ..., *op. cit.*

mais sans développer une nouvelle interprétation de lui ou expliciter comment son œuvre peut être accommodée au nouveau contexte politique.¹⁷³ La plupart des prises de position vis-à-vis de Michelet sont formulées avant 1914 pour ne plus changer fondamentalement après. Maurras, par exemple, continue à republier jusqu'aux années 1930 ses articles sur Fustel de Coulanges, sans altérer de façon significative ses opinions. En partie c'est une question de changement de générations : Barrès, le grand lecteur de droite de Michelet, meurt en 1923 ; cinquante ans après la mort de Michelet, les derniers à l'avoir connu personnellement ont aussi disparu ; et surtout, après la guerre, la « république radicale » n'est plus. Depuis l'union sacrée, qui, comme le montrera le chapitre suivant, va engager Michelet à des fins de propagande, le nationalisme républicain dominant s'avère plus à droite, c'est-à-dire plus fermé qu'avant, indifférent à la couleur politique des partis alternant au pouvoir. C'est pourquoi après la guerre, la tâche de reformuler sa position par rapport à Michelet revient plutôt à la gauche socialiste qu'aux nationalistes de droite. En même temps, ces reformulations, quoiqu'aux implications politiques certaines, vont se faire le plus souvent dans le cadre d'une réflexion professionnelle sur la discipline historique.

173 Rémi DALISSON, *Les fêtes du maréchal. Propagande festive et imaginaire dans la France de Vichy*, Paris, Tallandier, 2008, passim.